

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021



fondapol.org

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, la fondation contribue à un débat pluraliste et documenté utile à la vie démocratique et à la décision publique.

Reconnue **d'utilité publique**, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre de ses enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire.

Enfin, sa plateforme « **Anthropotechnie** » développe une veille et une réflexion sur les transformations de l'humanité impliquées par les progrès technoscientifiques au carrefour des sciences de la vie, des nanotechnologies et de l'intelligence artificielle.

La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

Dominique Reynié est le directeur général de la Fondation pour l'innovation politique.

GLOBAL GO TO THINK TANK INDEX 2020 CLASSEMENT DES MEILLEURS THINK TANKS POLITIQUES DANS LE MONDE

1. Allemagne	<i>Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)</i>
2. Allemagne	<i>Friedrich Naumann Foundation for Freedom (FNF)</i>
3. Allemagne	<i>Heinrich Boll Foundation (HBS)</i>
4. Belgique	<i>Foundation for European Progressive Studies (FEPS)</i>
5. États-Unis	<i>National Democratic Institute (NDI)</i>
6. États-Unis	<i>International Republican Institute</i>
7. Royaume-Uni	<i>Fabian Society</i>
8. Allemagne	<i>Hanns Seidel Foundation (HSS)</i>
9. Belgique	<i>European Ideas Network (EIN)</i>
10. Chine	<i>Party School of the Central Committee of the Communist Party of China</i>
11. Belgique	<i>Wilfried Martens Centre for European Studies (WMCES), anciennement Centre for European Studies</i>
12. Belgique	<i>Green European Foundation (GEF)</i>
13. États-Unis	<i>Progressive Policy Institute (PPI)</i>
14. Chili	<i>Fundación Jaime Guzmán (FJG)</i>
15. États-Unis	<i>New Democrat Network (NDN)</i>
16. Belgique	<i>Foundation for EU Democracy</i>
17. Pays-Bas	<i>Foundation Max van der Stoep, anciennement Evert Vermeer Foundation</i>
18. Espagne	<i>Fundación para el Análisis y los Estudios Sociales (FAES)</i>
19. France	<i>Fondation pour l'innovation politique (Fondapol)</i>
20. Allemagne	<i>Rosa Luxemburg Foundation (RLS)</i>
21. Pays-Bas	<i>Wiardi Beckman Foundation (WBS)</i>
22. France	<i>Terra Nova</i>
23. Italie	<i>Fondazione Italianeuropei</i>
24. Belgique	<i>European People's Party</i>
25. Suède	<i>Bertil Ohlininstitutet</i>
26. Brésil	<i>Fundação Armando Álvares Penteado (FAAP)</i>
27. Malaisie	<i>SEDAR Institute</i>
28. Belgique	<i>Institute of European Democrats (IED)</i>
29. Nigeria	<i>Campaign for Liberty</i>
30. Inde	<i>Dr. Syama Prasad Mookerjee Research Foundation</i>
31. France	<i>Fondation Jean-Jaurès</i>
32. Turquie	<i>Foundation for Political, Economic and Social Research (SETA)</i>
33. Brésil	<i>Fundação Perseu Abramo (FPA)</i>
34. Pakistan	<i>Jinnah Institute</i>
35. Inde	<i>India Foundation</i>
36. Inde	<i>Vivekananda International Foundation</i>
37. Russie	<i>Russkiy Mir Foundation</i>
38. Malaisie	<i>Institute of Strategic Analysis and Policy Research (INSAP)</i>
39. Espagne	<i>Instituto de Bienes y Políticas Públicas (CCHS)</i>

Source : 2020 Global Go To Think Tank index Report, janvier 2021
[\[https://repository.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1019&context=think_tanks\]](https://repository.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1019&context=think_tanks).



LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE S'EFFORCE DE DÉVELOPPER SON IMPLICATION DANS LE DÉBAT PUBLIC GLOBAL. LE CLASSEMENT DU GLOBAL GO TO THINK TANK INDEX MESURE LE CHEMIN PARCOURU.

Le 27 janvier 2021, la 15^{ème} édition du Global Go To Think Tank Index, publié par l'Université de Pennsylvanie, a été rendue publique. Ce classement est la référence des think tanks dans le monde. Plus de 3 974 experts, universitaires, décideurs politiques, représentants d'ONG, think tanks, journalistes et chefs d'entreprise de nombreux pays ont participé à l'élaboration de ce classement annuel des 11 175 think tanks dans le monde, dont les 275 think tanks français.

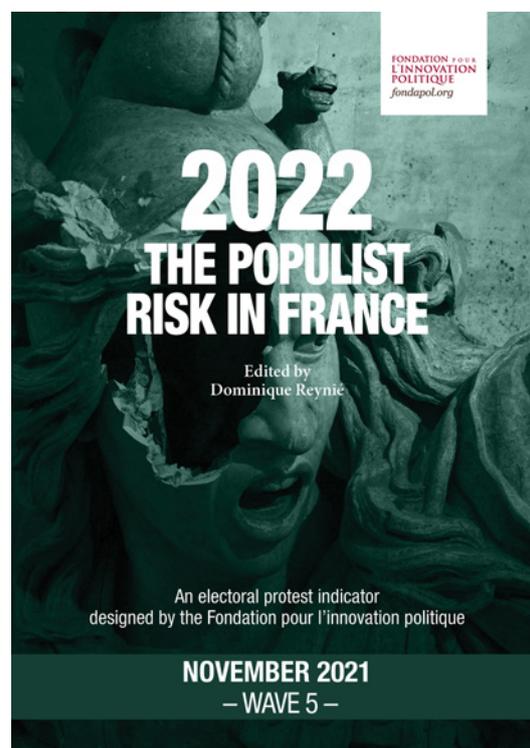
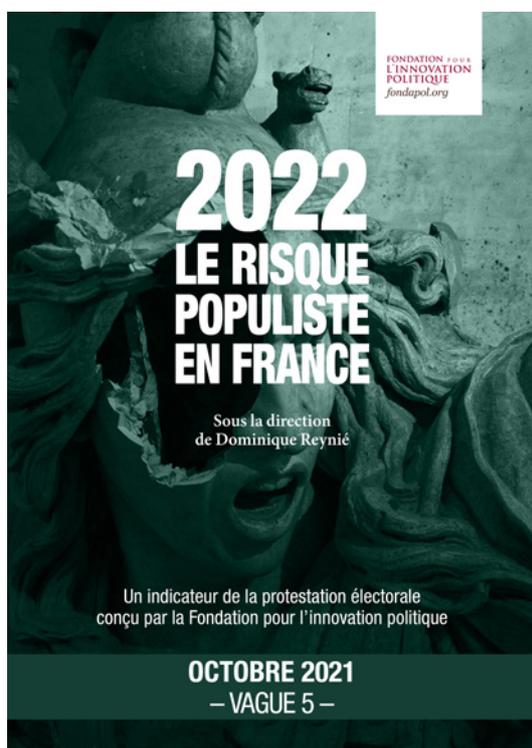
ACCOMPAGNER L'ACTION ET LE DÉBAT PUBLICS, ANTICIPER LES TRANSFORMATIONS SOCIALES

I.	POPULISME, ABSTENTION, WOKISME, DÉCROISSANTS, ISLAMISME... ANALYSER LES TENSIONS QUI TRAVERSENT LA DÉMOCRATIE	8
II.	LE RETOUR DU RELIGIEUX : APRÈS NOS TRAVAUX SUR L'ISLAM, NOS TRAVAUX SUR LE CHRISTIANISME	38
III.	RELOCALISER-DÉCARBONER-RAPATRIER.....	41
IV.	POUR UNE PUISSANCE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE ET EUROPÉENNE	45
V.	AGRITECHNOLOGIES ET BIOTECHNOLOGIES : RELANCER LA RECHERCHE FRANÇAISE ET EUROPÉENNE	50
VI.	#QUIEN2022 : NOTRE OUTIL CIVIQUE ET PÉDAGOGIQUE POUR FAVORISER LA PARTICIPATION À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE.....	53
VII.	FONDAPOL.ORG : UN NOUVEAU SITE INTERNET EN 2021	54
VIII.	LA FONDATION DANS LES MÉDIAS	55
IX.	NOS PARTENARIATS	56
X.	RAPPEL DE NOS PUBLICATIONS 2009-2021	58

I. POPULISME, ABSTENTION, WOKISME, DÉCROISSANTS, ISLAMISME... ANALYSER LES TENSIONS QUI TRAVERSENT LA DÉMOCRATIE

2022, LE RISQUE POPULISTE EN FRANCE – VAGUE 5

Sous la direction de Dominique Reynié – octobre 2021



À quelques mois du premier tour de l'élection présidentielle, la **vague 5** de notre indicateur de la protestation électorale, **2022, Le risque populiste en France**, a été administrée du 14 au 20 septembre 2021.

Parmi les principaux enseignements de cette vague 5, on peut citer : la disponibilité à la protestation électorale est toujours très élevée (72 %) mais en recul de 6 points par rapport à la vague 4 (avril 2021), dû notamment à une baisse de l'abstention et du vote blanc ; l'idée de « voter pour un candidat qui ne viendrait pas d'un parti politique » séduit 43 % des français (dont 77 % des potentiels électeurs d'Éric Zemmour) et cette disponibilité à voter pour un candidat issu de la société civile est l'une des expressions de la protestation électorale ; la société est jugée de plus en plus violente par 72 % des français avec l'idée d'un droit de posséder une arme à feu plus répandue chez les 18-24 ans ; une défiance envers les médias et un potentiel de protestation électorale sensible à l'utilisation régulière des réseaux sociaux ; l'attachement des français à l'euro et à l'Europe comme obstacle au populisme ou encore l'affirmation de la droitisation de la société française, observée notamment au sein des couches populaires et de la France des propriétaires.

Les résultats de la vague 1 ont fait l'objet d'une publication en octobre 2019, ceux des vagues 2 et 3 ont été réunis dans une publication commune en raison des contraintes liées au confinement (octobre 2020) et ceux de la vague 4 ont été publiés en juin 2021. **Pour chaque vague, le questionnaire est administré auprès d'un échantillon de plus de 3 000 personnes inscrites sur les listes électorales.**

2022, LE RISQUE POPULISTE EN FRANCE – VAGUE 5 DANS LES MÉDIAS

POLITIQUE

La société française se droitise à l'orée de l'élection présidentielle

Une enquête de l'Insee montre des tendances longues de l'évolution de l'électorat, dans un paysage politique morcelé.

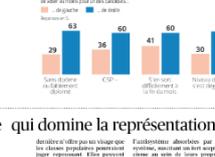
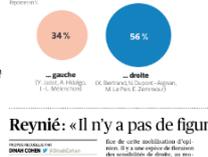
LE DÉROULEMENT de la présidentielle de 2022 sera-t-il marqué par la droite ? L'enquête de l'Insee sur les intentions de vote des Français, publiée le 27 septembre, le suggère. Elle révèle une nette tendance à la droite, qui se confirme depuis plusieurs semaines. Cette évolution s'explique par une dérive à droite de l'électorat, mais aussi par un effacement de la gauche, qui a perdu de son poids électoral. Les intentions de vote des Français sont marquées par une nette tendance à la droite, qui se confirme depuis plusieurs semaines. Cette évolution s'explique par une dérive à droite de l'électorat, mais aussi par un effacement de la gauche, qui a perdu de son poids électoral.



Droitisation de l'espace politique
Bourgeois conservateurs et libéraux à droite, mais aussi une partie de la gauche, ont voté à droite lors de l'élection présidentielle de 2017.

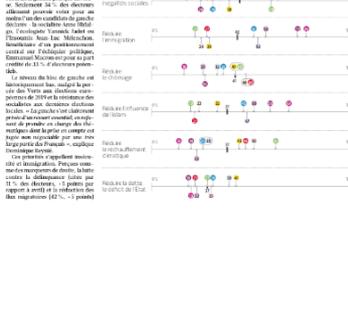
Les classes populaires votent à droite
En 2017, 63% des électeurs de la gauche ont voté à droite. Cette tendance s'est accentuée en 2021, avec 69% de la gauche qui a voté à droite.

Emmanuel Macron est le fruit d'un système qui s'est défilé
Le président de la République a été élu en 2017 grâce à un système électoral qui a favorisé la droite.



La sécurité revient au premier plan

Les Français sont de plus en plus inquiets de la dégradation de la sécurité intérieure.



Reynié: «Il n'y a pas de figure qui domine la représentation de la droite»

Le député LR de la Haute-Normandie considère que la droite est en train de se déstructurer.

Reynié considère que la droite est en train de se déstructurer. Il n'y a pas de figure qui domine la représentation de la droite. La droite est en train de se déstructurer, et il n'y a pas de figure qui domine la représentation de la droite. La droite est en train de se déstructurer, et il n'y a pas de figure qui domine la représentation de la droite.

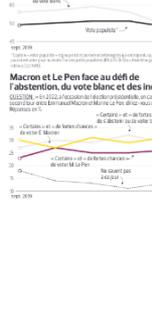
Les préoccupations des Français cet automne

La pandémie de Covid-19 et l'économie restent les principales préoccupations.



Le retour de la gauche est historiquement bas

Malgré la percée de Macron en 2017, la gauche reste historiquement faible.



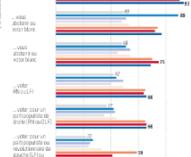
POLITIQUE | 5

Les réseaux sociaux, foyers d'un vote protestataire

Les réseaux sociaux sont devenus des lieux de rassemblement pour les électeurs mécontents. Ils ont permis de créer une communauté de vote protestataire, qui a contribué à l'élection de Macron en 2017.

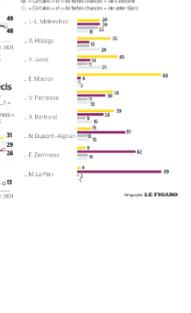
Expression protestataire et influence des réseaux sociaux

Les réseaux sociaux ont permis de créer une communauté de vote protestataire.



Quel comportement électoral en cas de second tour Le Pen - Macron ?

En cas de second tour, les Français pourraient voter à droite.



LE FIGARO

Les idées libérales et le progrès économique. Actualité.

CINÉMA
L'HYMNE DE WES ANDERSON À LA FRANCE DES TRENTES
GLOUBESQUE | 14 OCT 21

SANTÉ
POUR L'ENFANT, TOUT CE QU'IL FAUT, C'EST LA MÈRE
PREMIERS MOIS | 14 OCT 21

À six mois du vote, la France plus à droite que jamais

La dernière enquête de l'Insee montre que les thèmes politiques habituellement associés à la droite s'imposent avec force dans l'opinion.

JUSTICE
Au procès Kroll
Les dix heures
des débats accablés

FIN
Le Fin-Québec
à poursuivre
sa stratégie
protectionniste

ISRAËL
Le projet israélien
d'annexion
des territoires
occupés

COUVERTURE DROITE
Spécialiste
opéliste au cœur
du choc des vagues

TENNIS
Cécilia Darmont
premier article
français à évoluer
sur le Grand Chelem

ÉNERGIE
La meilleure chance
grande victoire
pour le climat

DISTRIBUTION
LES COMMERCEMENTS
Stratégies
de médiation

LA CHRONIQUE
de Nicolas
Bryant
L'analyse de
Pierre-Guy
Lévesque
société
française
Cahiers

LES ÉVALUÉS
Rapports à la question
d'accompagnement
de la pandémie

LES ÉVALUÉS
Rapports à la question
d'accompagnement
de la pandémie

LES ÉVALUÉS
Rapports à la question
d'accompagnement
de la pandémie

Au procès du 13 Novembre, les témoignages insoutenables d'une nuit de l'humanité à fuir

PAR LAURENCE BOUTIER

Bachar el-Assad en voie d'être réintégré à la Ligue arabe

PAR LAURENCE BOUTIER

EDITORIAL

Les trois droites

GODOT & FILS

Spécialité des métaux précieux
ACHAT - VENTE

BFM 103.7 DIRECT TV

BENOÎT GALLERIE Journaliste BFM TV

LA FRANCE EST-ELLE DE DROITE ?

À lire aussi sur bfmtv.com

INFGRAPIHIES. L'épidémie de Covid-19 repart-elle en France ?

LE LIVE TOUSSAINT

J-100

2022 LE RISQUE POPULISTE EN FRANCE

Sous la direction de David Briqueven

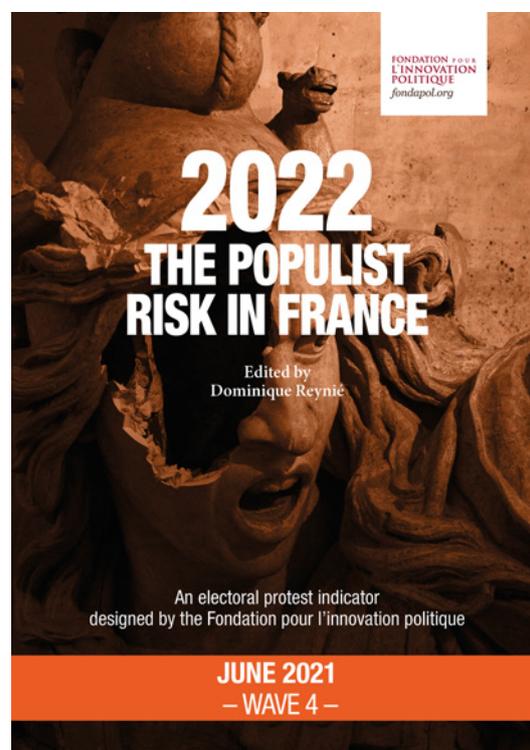
Un indicateur de la prévalence électorale conçu par la Fondation pour l'innovation politique

OCTOBRE 2021

- VAGUE 6 -

2022, LE RISQUE POPULISTE EN FRANCE – VAGUE 4

Sous la direction de Dominique Reynié – juin 2021



L'enquête **2022, le risque politique en France – vague 4** a été administrée du 6 au 12 avril 2021. Parmi les principaux de cette **vague 4**, on peut citer : la disponibilité à la protestation électorale toujours très élevée parmi les classes populaires et les classes moyennes ; l'affirmation de la droitisation de l'opinion, en particulier chez les plusjeunes ; une remise en cause de la représentation médiatique (61% des personnes interrogées estiment que les médias parlent de sujets qui ne les concernent pas), qui vient compléter la crise de la représentation politique déjà relevée à maintes reprises ; la mise au jour d'un lien entre la disponibilité à la protestation électorale et les chaînes d'information en continu, les électeurs proches du RN ou de LR étant plus nombreux à s'informer via ces chaînes, même s'il n'est pas possible de réduire leur auditoire à un monde de droite ; le constat que, pour une majorité des personnes interrogées, les partis d'opposition, de droite ou de gauche, n'auraient pas fait mieux s'ils avaient eu à gérer la pandémie ; un attachement à l'Europe qui n'a pas été altéré par la crise sanitaire ; ou encore une opinion massivement favorable à un mouvement de décentralisation.

Depuis 2017, la France a vu s'enchaîner une série de crises d'intensités différentes, depuis les oppositions aux réformes ou le mouvement des Gilets jaunes jusqu'à la plus récente, la pandémie de Covid-19. La Fondation pour l'innovation politique souhaite contribuer à comprendre comment ces différentes crises risquent de peser sur l'élection présidentielle de 2022, rendez-vous politique majeur des Français mais aussi scrutin aux conséquences européennes.

Tous les résultats de l'enquête sont en libre accès sur notre site fondapol.org ainsi que les données sur data.fondapol.org.

2022, LE RISQUE POPULISTE EN FRANCE – VAGUE 4 DANS LES MÉDIAS

100% POLITIQUE

Les Français entre vote sanction et barrage républicain

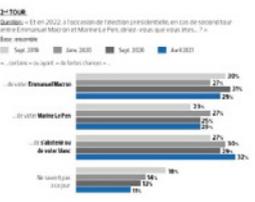
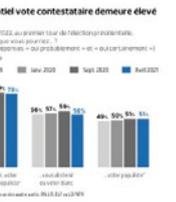
Entre rejet d'Emmanuel Macron et refus de Marine Le Pen, les critères de vote n'ont jamais été aussi brouillés, selon le baromètre Fondapol-Le Figaro.

ANALYSE
Guillaume Tabard
Le Figaro

PRÉSENTIEL Engagé, mais sans enthousiasme, le candidat Macron a subi un revers électoral. Le Figaro a analysé les raisons de ce résultat et les enjeux de la campagne présidentielle de 2022.

Le Pen et Marine Marichard ont été élus députés de la première circonscription de la Seine-Saint-Denis. Le Pen a obtenu 50,5% des voix, contre 49,5% pour Marichard.

Le Pen a obtenu 50,5% des voix, contre 49,5% pour Marichard. Le Pen a obtenu 50,5% des voix, contre 49,5% pour Marichard.



Un front républicain à géométrie variable

Le Figaro a analysé le front républicain des Français en 2022. Les données sont les suivantes :

Candidate	2017	2022
Emmanuel Macron	25%	27%
Jadid	10%	10%
Les autres	65%	63%

Les jeunes se détournent du vote RN

Le Figaro a analysé le détournement du vote RN des jeunes en 2022. Les données sont les suivantes :

Année	Vote RN	Non vote RN
2017	17%	83%
2022	12%	88%

Politiques et médias déçavés

Le Figaro a analysé le déçavement des politiques et médias en 2022. Les données sont les suivantes :

Candidate	2017	2022
Emmanuel Macron	22%	24%
Jadid	22%	22%
Les autres	56%	54%

La droite et l'extrême droite

Le Figaro a analysé la droite et l'extrême droite des Français en 2022. Les données sont les suivantes :

Candidate	2017	2022
Emmanuel Macron	27%	27%
Jadid	10%	10%
Les autres	63%	63%

La droite et l'extrême droite

Le Figaro a analysé la droite et l'extrême droite des Français en 2022. Les données sont les suivantes :

Candidate	2017	2022
Emmanuel Macron	27%	27%
Jadid	10%	10%
Les autres	63%	63%

Les chaînes d'info plébiscitées

Le Figaro a analysé les chaînes d'info plébiscitées des Français en 2022. Les données sont les suivantes :

Chaîne	2017	2022
France 24	18%	18%
France 2	18%	18%
France 1	18%	18%
France 3	18%	18%
France 4	18%	18%
France 5	18%	18%

Dominique Reynié : « Le front républicain est de plus en plus fragile »

Dominique Reynié, directeur de l'Institut d'études politiques de Sciences Po, analyse le front républicain des Français en 2022. Il estime que le front républicain est de plus en plus fragile.

Dominique Reynié, directeur de l'Institut d'études politiques de Sciences Po, analyse le front républicain des Français en 2022. Il estime que le front républicain est de plus en plus fragile.



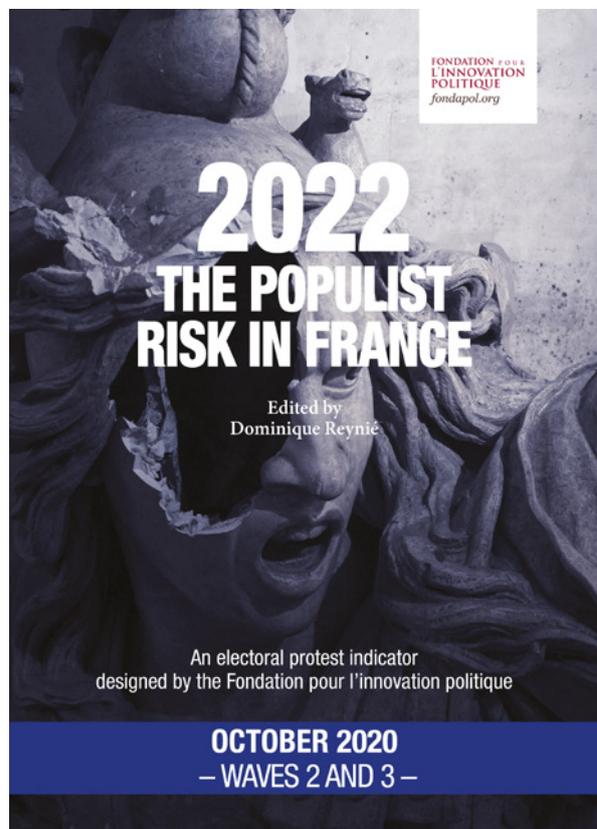
Dominique Reynié, directeur de l'Institut d'études politiques de Sciences Po, analyse le front républicain des Français en 2022. Il estime que le front républicain est de plus en plus fragile.

Dominique Reynié, directeur de l'Institut d'études politiques de Sciences Po, analyse le front républicain des Français en 2022. Il estime que le front républicain est de plus en plus fragile.

Dominique Reynié, directeur de l'Institut d'études politiques de Sciences Po, analyse le front républicain des Français en 2022. Il estime que le front républicain est de plus en plus fragile.



NOS VAGUES PRÉCÉDENTES 2022, LE RISQUE POPULISTE EN FRANCE



PARUTION DU LIVRE « PARTI ET DÉMOCRATIE »

Par Piero Ignazi, aux éditions Calmann-Lévy,
avec le concours de la Fondation pour l'innovation politique et de Terra Nova – octobre 2021



Les partis sont les mal-aimés de la vie politique. On leur reproche de diviser les nations; de n'être que des agences électorales au service de l'ambition de quelques entrepreneurs politiques ; de ne plus entretenir qu'un lien distendu avec la réalité de la société civile ; et enfin de mal représenter le peuple et de ne plus organiser le débat public. Mais la démocratie peut-elle se passer des partis ?

Pour répondre à cette question, Piero Ignazi explique, dans ce livre référence, comment les partis politiques ont façonné le paysage de nos démocraties, des premiers clubs jacobins jusqu'aux agences électorales contemporaines en passant par la grande époque des partis de masse d'après-guerre.

Dans une postface inédite, il analyse le relatif échec des nouveaux partis politiques apparus dans l'horizon des réseaux sociaux : Podemos en Espagne, Cinq Étoiles en Italie, LREM en France.

Il montre ainsi les conditions et la nécessité pour les démocraties de rénover le système de leurs partis politiques si elles veulent pouvoir répondre efficacement à la menace populiste.

La parution en français de l'ouvrage Parti et démocratie de Piero Ignazi, aux éditions Calmann-Lévy, a été réalisée avec le concours de la Fondation pour l'innovation politique et Terra Nova.

LES RESSORTS DE L'ABSTENTION : AUDITION DE DOMINIQUE REYNIÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET REMISE D'UN RAPPORT À RICHARD FERRAND

Les 15 septembre et 3 novembre 2021 à l'Assemblée nationale

Dominique Reynié a été auditionné par la mission d'information visant à identifier les ressorts de l'abstention et les mesures permettant de renforcer la participation électorale. Cette mission, composée de 26 membres, est présidée par Xavier Breton et son rapporteur est Stéphane Travert.

Le 3 novembre 2021, Dominique Reynié a remis au Président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, le rapport de la Fondation pour l'innovation politique sur l'abstention, avec notamment les 21 pistes de réflexion pour favoriser la participation électorale.

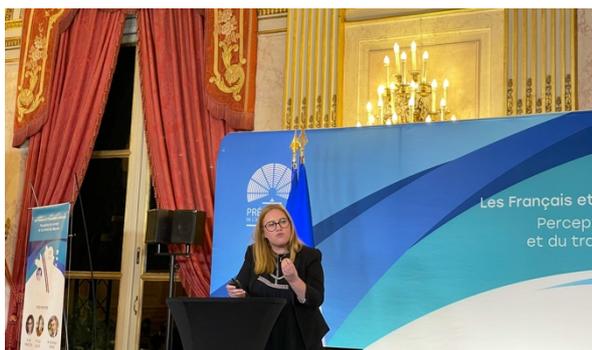


ENQUÊTE D'OPINION SUR LES FRANÇAIS ET L'ASSEMBLÉE NATIONALE, PERCEPTION DU MANDAT ET DU TRAVAIL DES DÉPUTÉS

Partenariat entre l'Assemblée nationale, la Fondation pour l'innovation politique et la Fondation Jean-Jaurès

Face à la crise de confiance dans les institutions de représentation, l'Assemblée nationale, la Fondation pour l'innovation politique et la Fondation Jean-Jaurès, ont co-réalisé une grande enquête sur la perception des Français de leurs députés. L'échantillon est représentatif de la France entière, à l'image cette fois de la totalité de la population nationale, c'est-à-dire incluant les départements et régions d'outre-mer, fait exceptionnel. Il ne s'agit pas seulement de mettre à jour nos connaissances, mais d'identifier les points sur lesquels agir pour renouer le lien de confiance entre les électeurs et leurs représentants.

Après avoir réalisé le questionnaire, les Fondations ont analysé les résultats de l'enquête. La présentation des résultats par CSA et l'analyse des Fondations ont été présentés le 23 novembre 2021 devant le Président de l'Assemblée nationale et de nombreux députés.





ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES ET RÉGIONALES 2021 : UNE ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

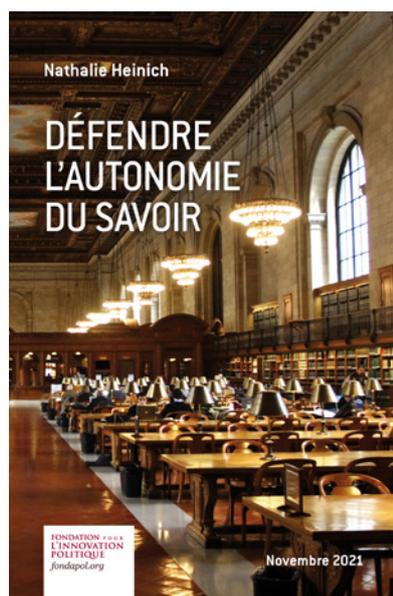
Par Céline Colange et Sylvain Manternach – décembre 2021

Les dimanches 20 et 27 juin 2021 se sont tenues en France les élections régionales et départementales. L'abstention record et la prime aux sortants constituent les faits marquants de cette double élection, qui a vu la plupart des exécutifs régionaux et départementaux reconduits par les électeurs. En métropole, la droite et la gauche ont consolidé leurs positions dans les régions qu'elles dirigeaient et seuls huit conseils départementaux ont basculé (cinq vers la droite, trois vers la gauche). À l'inverse, la tendance a été au changement en outre-mer (où trois régions sur quatre ont changé de main).

Ce travail s'inscrit dans la continuité des notes d'analyse réalisées par Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach à l'occasion des élections régionales (deux notes) et départementales (trois notes) de 2015. Dans un premier temps, les auteurs de cette note présentent les forces politiques en présence, puis analysent, notamment à partir de données de sondages, les raisons de l'abstention, historiquement élevée, et les résultats des élections régionales et départementales. Les auteurs ont produit et proposent à la lecture une trentaine de graphiques et une quinzaine de cartes nationales et départementales afin de donner à voir les rapports de force électoraux à l'œuvre.

DÉFENDRE L'AUTONOMIE DU SAVOIR

Par Nathalie Heinich – novembre 2021



La science ne peut se développer sans respect de son autonomie, c'est-à-dire sans indépendance par rapport à des pouvoirs extérieurs et sans conscience de la spécificité de ses enjeux et de son fonctionnement. Or cette autonomie tend à être de plus en plus menacée, non seulement par des pressions provenant du monde social (notamment économique) mais aussi, de l'intérieur, par la pénétration d'idéologies cultivant la porosité des frontières entre le savoir et l'opinion, entre la vérité scientifique et la croyance, ainsi qu'entre la conviction politique et la mission de production et de transmission des connaissances.

La note propose un rappel des principes et des garanties qui fondent l'autonomie de la science, un état des lieux du mouvement régressif qui l'affecte et, pour finir, quelques propositions pour y remédier, de façon à préserver ce bien commun qu'est le savoir.

COMMERCE ILLICITE DE CIGARETTES : IDENTIFIER LES PARTIES PRENANTES, LES EFFETS DE RÉSEAUX ET LES ENJEUX FINANCIERS

Par Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais – octobre 2021



Cette nouvelle étude sur le commerce illicite de cigarettes fait suite à un premier volet qui portait sur l'analyse du phénomène de vente et les réponses déployées par les acteurs de la sécurité publique compétents. Cette fois-ci, le travail porte sur les vendeurs et la chaîne d'acteurs qui les approvisionne, ainsi que sur les acheteurs. Du côté de l'offre, elle montre l'existence de deux univers différents : les vendeurs à la sauvette sont le plus souvent des personnes précaires, fonctionnant de manière autonome ou par petits groupes sur les territoires de vente, sans qu'il y ait de véritable hiérarchie ou de structure, tandis que la chaîne de fournisseurs allant des producteurs – une large partie des cigarettes vendues illicitement en France étant issue d'usines clandestines – aux semi-grossistes, est au contraire très organisée, avec une mainmise de groupes criminels souvent originaires d'Europe de l'Est. Du côté de la demande, notre étude permet de conclure à la diversité des profils d'acheteurs comprenant des personnes de catégories socioprofessionnelles aisées.

COMPLÉMENTAIRES SANTÉ : MOTEUR DE L'INNOVATION SANITAIRE

Par Nicolas Bouzou et Guillaume Moukala Same, – octobre 2021



Le rôle des organismes complémentaires d'assurance maladie (OCAM) dans le financement des soins de santé est de plus en plus questionné. Le projet d'assurance maladie universelle, dit « Grande Sécu », a même fait sa réapparition dans le débat.

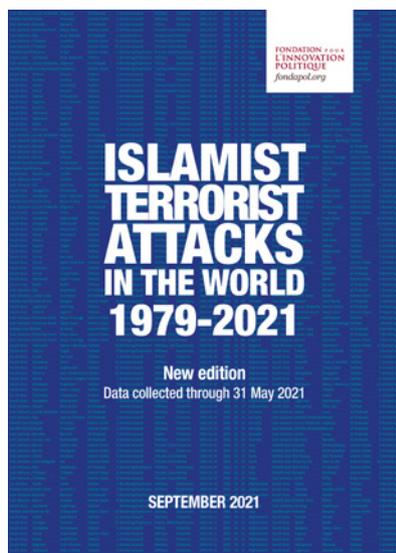
L'objet de cette note est de rappeler que les OCAM remplissent une fonction essentielle, qui est celle d'injecter de l'innovation dans le système de santé. Sans les moteurs du libre choix et de la concurrence, de nombreuses innovations portant sur le parcours de soins, la couverture des risques ou la prévention n'auraient sans doute pas eu lieu. Les dysfonctionnements du modèle actuel doivent certes être corrigés, mais au scénario de rupture nous préférons les réformes d'ajustement. C'est en ce sens que cette note propose trois réformes pour améliorer le système actuel : la modulation du ticket modérateur en fonction de l'âge, la fin des avantages fiscaux liés aux contrats collectifs et la réduction du taux d'imposition de la taxe de solidarité additionnelle.

LES ATTENTATS ISLAMISTES DANS LE MONDE 1979-2021

Sous la direction de Dominique Reynié – septembre 2021



La période située entre l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge en 1979 et la prise de Kaboul par les talibans, le 15 août 2021, correspond à une montée en puissance du terrorisme islamiste. Se multipliant, les attentats ont frappé partout dans le monde, atteignant jusqu'au cœur des pays occidentaux – New York, Madrid, Londres, Paris, Moscou... –, exacerbant les sentiments de peur, de méfiance et de suspicion à l'égard des musulmans, et même un sentiment antimusulman. Dans les démocraties, le terrorisme islamiste favorise à la fois le rejet de l'islam et les demandes d'autoritarisme.



Pourtant, malgré son importance, la réalité de cette violence n'a pas été précisément mesurée. La Fondation pour l'innovation politique a voulu contribuer à ce travail d'évaluation en quantifiant le terrorisme islamiste, en repérant les formes qu'il a pu prendre au fil de ces décennies, en recensant les actes qu'il a pu inspirer ou initier, en estimant le nombre de ses victimes, en identifiant les organisations les plus meurtrières et les pays les plus touchés. Ce travail pionnier a été publié en novembre 2019 dans un rapport intitulé *Les attentats islamistes dans le monde 1979-2019*, disponible en ligne sur le site fondapol.org, en version française, anglaise et arabe. Pour ce faire, nous avons collecté une très grande quantité d'informations, au point de construire une volumineuse base de données. Elle est disponible en open data sur notre site data.fondapol.org. Deux ans plus tard, nous proposons aux lecteurs une mise à jour de notre base de données devenue indispensable à la description et à la compréhension d'une nouvelle réalité politique singulièrement problématique.

La masse d'informations recueillies éclaire d'un jour nouveau le phénomène de la violence islamiste. Elle permet de mieux la décrire, de mieux la comprendre, de mieux la documenter. Ainsi, malgré toutes les difficultés de cette tâche, nous montrons qu'entre 1979 et mai 2021 au moins 48.035 attentats islamistes ont eu lieu dans le monde. Ils ont provoqué la mort d'au moins 210.138 personnes. En moyenne, un attentat islamiste a causé la mort de près de 4,4 personnes. Nous identifions et quantifions les modes opératoires et les cibles. Les explosifs sont le type d'arme le plus utilisé (43,9%), tandis que les militaires sont la cible principale (31,7%), devant les civils (25,0%) et les forces de police (18,3%). La vision du phénomène se précise, l'image devient plus nette.

L'Afghanistan a été le pays le plus touché par le terrorisme islamiste, devant l'Iraq et la Somalie. Au sein de l'Union européenne, la France a été le pays le plus frappé, avec au moins 82 attentats islamistes et 332 morts. Nous montrons également que la majorité des attentats islamistes (89,5%) touchent des pays musulmans et que les victimes sont principalement des musulmans, dans les mêmes proportions.

SOMMET EUROPÉEN SUR LA RADICALISATION ISLAMISTE ET LA MENACE TERRORISTE

Le 11 janvier 2021

Le premier Sommet européen sur la radicalisation islamiste et la menace terroriste a eu lieu en visioconférence, organisé par l'European Leadership Network en partenariat avec la Fondation pour l'innovation politique et la Fondation Jean Jaurès. Dominique Reynié est intervenu sur la thématique « L'islamisme une crise politique pan-européenne ? » et est notamment revenu sur les résultats de l'étude Les attentats islamistes dans le monde 1979-2019, publiée en novembre 2019 par la Fondation pour l'innovation politique. Sont également intervenus Manuel Valls, Premier ministre français (2014-2016), David Cameron, Premier ministre britannique (2010-2016), ainsi que Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur.



ACTUALISATION DES DONNÉES POUR LES PAYS EUROPÉENS DE L'ÉTUDE

LES ATTENTATS ISLAMISTES DANS LE MONDE 1979-2019

À l'occasion de la Journée nationale et européenne d'hommage aux victimes du terrorisme du 11 mars 2021, l'équipe de la Fondation pour l'innovation politique a actualisé les données (nombre d'attentats islamistes ainsi que le nombre de victimes) pour la France et les autres pays de l'Union européenne pour les années 2019, 2020 et 2021.

Terrorisme : « La France est clairement le pays d'Europe le plus touché »

FIGAROVOX/ENTRETIEN - La Fondapol a publié un état des lieux du terrorisme islamiste depuis quarante ans. Pour son directeur général Dominique Reynié, la France concentre à elle seule près de 44 % des attentats islamistes et 42 % des victimes en Europe.

Par Ronan Planchon
Publié le 15/03/2021 à 16:49, mis à jour le 15/03/2021 à 16:52

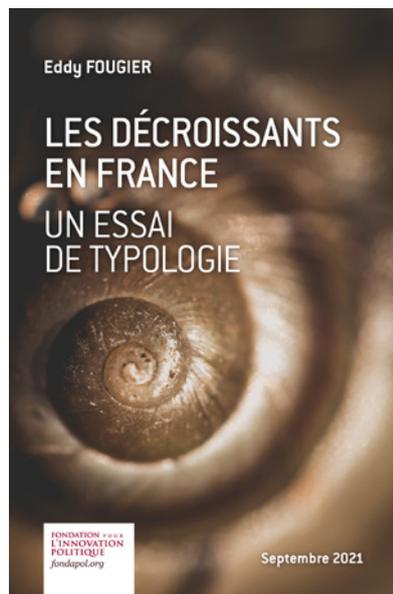


La version anglaise *Islamist terrorist attacks in the world 1979-2019*, est l'une des études les plus consultées sur notre site. Elle apparaît en 1^{ère} position dans le moteur de recherche Google toutes langues confondues lorsque l'on fait la recherche « islamist attacks ». La version française apparaît en troisième position (et notre cartographie des attentats islamistes dans le monde en quatrième position) dans le moteur de recherche Google France lorsque l'on fait la recherche « attentats islamistes ».

Date	Type	Dead	Injured
31 July 1914	Shooting	1	0
25 May 1926	Shooting	1	0
9 October 1934	Shooting	6	5

LES DÉCROISSANTS EN FRANCE. UN ESSAI DE TYPOLOGIE

Par Eddy Fougier – septembre 2021



Le terme « décroissance », qui a plusieurs significations, a été sciemment utilisé par les décroissants comme un « mot-obus », selon leur expression. L'objectif était de choquer, de susciter un débat sur la croissance et sur un mode de développement qu'ils critiquent de façon vigoureuse. Cela a eu l'effet escompté pendant un temps mais a fini par se retourner contre eux, conduisant une grande partie du public à les assimiler au « parti de la récession », même s'ils s'en défendent régulièrement. Cette note vise à répondre justement à quelques-unes de nos interrogations à propos des décroissants : qu'est-ce que la décroissance ? Quand et comment le mouvement décroissant a-t-il émergé ? Qui sont au juste ces décroissants et quelles sont leurs idées ? Quel est leur impact sur la société française ?

LES PRIMAIRES ÉLECTORALES ET LES SYSTÈMES DE DÉPARTAGE DES CANDIDATS À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Par Laurence Morel et Pascal Perrineau – août 2021

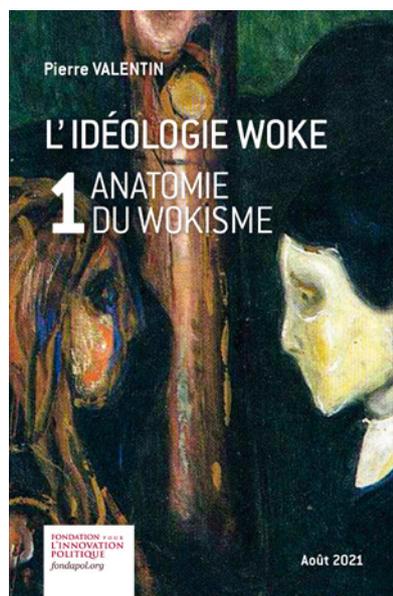


Alors que le référendum d'initiative populaire et le droit de pétition ont du mal à décoller en France et que la révocation populaire n'y est pas sérieusement envisagée, les primaires ont pu sembler avoir réussi leur percée dans le paysage politique hexagonal pour l'élection présidentielle. Présentes à gauche lors des trois dernières élections présidentielles, pratiquées également par la droite et le centre en 2017, les primaires françaises ont probablement atteint aujourd'hui un moment crucial de leur existence : soit elles sont abandonnées avant d'être totalement entrées dans les mœurs, soit elles perdurent et un retour en arrière sera difficile. De même que les Français n'accepteraient pas de ne plus élire eux-mêmes leur président, ils n'accepteraient pas de ne plus choisir les candidats à cette fonction si des primaires leur en avaient donné l'habitude. Les motivations politiques qui pourraient pousser à les supprimer, comme elles ont poussé à les introduire, pourraient alors s'avérer impuissantes. Disparition ou institutionnalisation, telles sont a

priori les deux voies entre lesquelles choisir aujourd'hui. Dans ce moment décisif pour les primaires françaises, le but de cette note est de contribuer à la réflexion sur leur utilité et leur bien-fondé dans notre pays, en particulier dans la perspective de la prochaine élection présidentielle, mais aussi et surtout de mettre au jour les modalités variées et les implications que peut recouvrir ce procédé de sélection des candidats.

L'IDÉOLOGIE WOKE. ANATOMIE DU WOKISME (1)

Par Pierre Valentin – juillet 2021

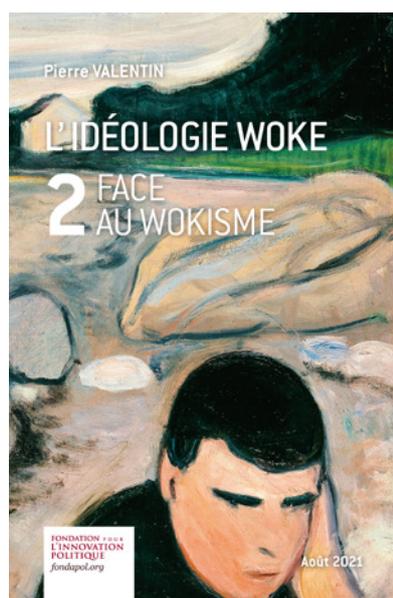


Le début des années 2010 a vu surgir un phénomène qui s'est lui-même nommé « woke ». Être « woke » signifie être « éveillé ». Il s'agit ici d'être éveillé aux injustices que subissent les minorités dans les pays occidentaux. Par certains aspects, cette idéologie procède du postmodernisme. Elle connaît une forte progression. L'émergence de cette nouvelle culture morale, dans laquelle le statut de victime devient une ressource sociale, requiert certaines conditions, parmi lesquelles on trouve, notamment, une atomisation sociale et un niveau de diversité ethnique et sexuelle élevé. La bureaucratisation et la juridisation de la société jouent également comme des facteurs essentiels, assurant la reconnaissance de ce statut de victime par des tiers détenteurs de l'autorité et permettant d'imposer un véritable « ordre woke ». Ces conditions sont toutes plus ou moins présentes dans les sociétés occidentales mais plus particulièrement sur le campus des universités américaines, là où le « wokisme » y est le plus influent. Le plus souvent, les militants sont issus de familles

aisées. Enfants, ils ont connu de trop brefs moments de jeu libre et sans surveillance. Adultes, ils peinent à se débarrasser de l'habitude prise consistant à rechercher une autorité instituée en cas de conflit avec une autre personne au lieu de le régler directement eux-mêmes. L'une des conséquences est la croissance d'une bureaucratie universitaire chargée de poursuivre et de prolonger cet état de surprotection.

L'IDÉOLOGIE WOKE. FACE AU WOKISME (2)

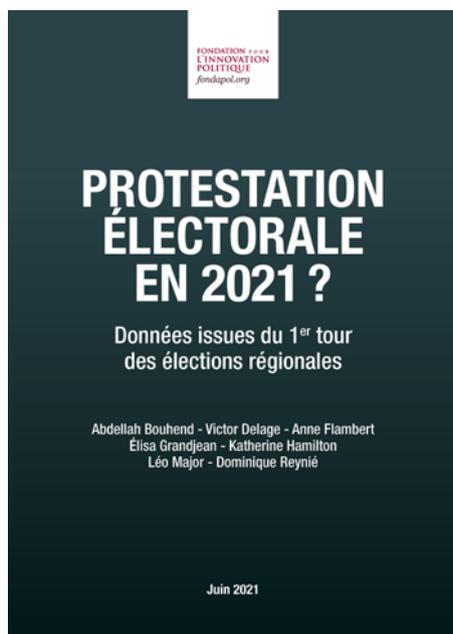
Par Pierre Valentin – juillet 2021



Le second volume de la note sur le phénomène woke vise à analyser l'influence croissante de ce système de croyances sur nos sociétés occidentales. Cette influence peut être estimée par des enquêtes d'opinion, par la mesure des fréquences d'utilisation du vocabulaire et des concepts woke dans des ouvrages et sur les réseaux sociaux, ou encore par le nombre d'institutions clés investies par ces militants. Sans surprise, lorsqu'une idéologie est capable d'acquérir aussi rapidement une telle influence, les conséquences sociales sont nombreuses. Ainsi, le monde universitaire – le plus touché par le wokisme – voit monter en puissance un phénomène d'autocensure et le renforcement d'un entre-soi idéologique récusant tout pluralisme et débouchant parfois sur le pire, tels ces deux professeurs qui, en 2017, craignant pour leur vie, ont dû fuir l'université d'Evergreen.

DONNÉES ISSUES DU 1^{ER} TOUR DES ÉLECTIONS RÉGIONALES

Par la Fondation pour l'innovation politique – juin 2021



Le premier tour des élections régionales du 20 juin 2021 a été marqué par une abstention sans précédent (66,7 %), en progression de 17 points par rapport au premier tour des élections régionales de 2015. Pour être spectaculaire, ce bond ne saurait cependant tout à fait surprendre. Il s'inscrit en effet dans une tendance enregistrée dans certains scrutins précédents, notamment lors des élections municipales de 2014, qui avaient déjà connu un premier record d'abstention (36,5 % au premier tour, 37,9 % au second), pour un type de scrutin pourtant apprécié des électeurs, mais aussi lors du second tour de l'élection présidentielle de mai 2017 (25,4 %), ainsi que lors des élections législatives de juin 2017 (51,3 % au premier tour, 57,3 % au second). Cette tendance au retrait s'était confirmée lors du second tour des dernières élections municipales (58,4 % d'abstention), le 28 juin 2020, plus d'un mois et demi après le déconfinement du 11 mai, ce qui incite à écarter la crainte de la contamination comme principale explication.

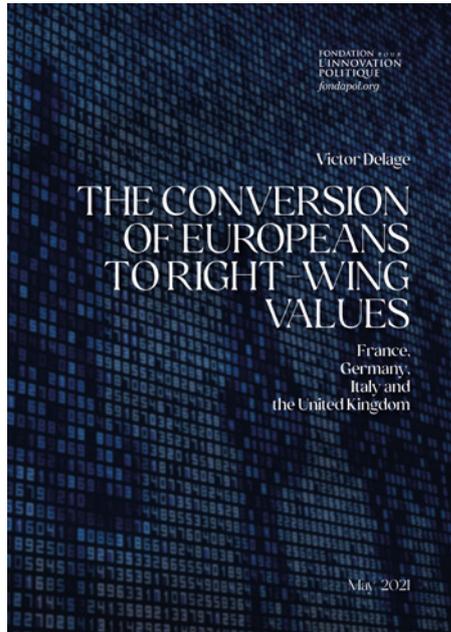
C'est dans ce contexte dominé par le retrait électoral que les présidents de région sortants se retrouvent en position favorable, tandis que les partis traditionnels semblent résister quand on les donnait pour morts. Par contraste, on voit que LREM échoue à s'implanter localement. Dominant le monde de la protestation électorale, le RN subit un revers (20 % des suffrages exprimés), compte tenu de la dizaine de points supplémentaires que lui faisaient espérer les intentions de vote et de son score lors des élections régionales de 2015 (27,7 %). L'abstention ayant touché l'électorat du RN et de Marine Le Pen plus que tous les autres, on fera l'hypothèse qu'une bonne part de cette abstention est une expression de la protestation électorale.

Depuis septembre 2019, la Fondation pour l'innovation politique s'efforce de mesurer la protestation électorale à travers un indicateur conçu dans la perspective de la prochaine élection présidentielle. Cet indicateur évalue la disponibilité des Français aux comportements protestataires suivants : l'abstention, le vote blanc et le vote en faveur de partis ou de candidats populistes, de gauche et de droite (LO, NPA, LFI, DLF et RN). Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2017, le niveau de la protestation électorale était de 60,9 % par rapport aux inscrits ; le dimanche 20 juin 2021, il était de 76,5 %.

Pour réaliser cette étude, nous avons utilisé trois sources : les données du ministère de l'Intérieur pour les élections régionales de 2015 et 2021 (nous avons arrêté le relevé des données le lundi 21 juin, à midi, un écart avec les résultats définitifs est donc possible mais il est résiduel) ; les bases de données Wikipédia concernant les élections régionales de 2015 et de 2021, afin d'identifier l'orientation politique des listes, en croisant ces informations avec les « nuances » définies par le ministère de l'Intérieur pour chacune des listes ; enfin, le blog iPolitique du journaliste Laurent de Boissieu, proposant des informations d'une grande richesse.

LA CONVERSION DES EUROPÉENS AUX VALEURS DE DROITE

Par Victor Delage – mai 2021



Des majorités de droite sont aux commandes de la plupart des gouvernements nationaux en Europe. Derrière ces victoires électorales se pose la question de la conversion profonde des Européens aux valeurs de droite. Les désordres de la société contemporaine modifient en profondeur nos croyances individuelles et nos systèmes de valeurs : multiplication et enchevêtrement de crises mondiales, déploiement de la globalisation, vieillissement démographique, hausse de l'immigration, accroissement du sentiment d'insécurité suscité par les phénomènes de délinquance et le terrorisme islamiste, etc. Une telle situation, révélatrice d'un basculement historique sur le continent européen, appelle à un effort d'observation. Les données analysées dans cette étude visent ainsi à contribuer à une meilleure appréhension des ressorts de l'inclination à droite qui semble s'opérer au sein de l'opinion dans quatre grandes démocraties européennes : la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni. Le diagnostic d'un déplacement vers la droite de la société se fonde ici sur l'assimilation de valeurs à la culture de droite, dont le nationalisme via la question identitaire, le libéralisme économique et le libéralisme politique.

« On assiste à une droitisation de la jeunesse européenne »

Victor Delage - De la politique, nous sommes habitués à entendre parler de la droite et de la gauche. Mais ce qui est en jeu, c'est la culture de droite et de gauche. C'est à dire les valeurs qui nous guident dans nos choix de vie. C'est à dire les valeurs qui nous guident dans nos choix de vote. C'est à dire les valeurs qui nous guident dans nos choix de vie et de vote. C'est à dire les valeurs qui nous guident dans nos choix de vie et de vote.

En France, en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne, 41 % des 18-24 ans se positionnent à droite, soit un crevasse comparée à celle des 65 ans et plus.

En France, en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne, 41 % des 18-24 ans se positionnent à droite, soit un crevasse comparée à celle des 65 ans et plus.

En France, en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne, 41 % des 18-24 ans se positionnent à droite, soit un crevasse comparée à celle des 65 ans et plus.

En France, en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne, 41 % des 18-24 ans se positionnent à droite, soit un crevasse comparée à celle des 65 ans et plus.

En France, en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne, 41 % des 18-24 ans se positionnent à droite, soit un crevasse comparée à celle des 65 ans et plus.

En France, en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne, 41 % des 18-24 ans se positionnent à droite, soit un crevasse comparée à celle des 65 ans et plus.

12^e VAGUE DU BAROMÈTRE DE LA CONFIANCE POLITIQUE EN PARTENARIAT AVEC LE CEVIPOF




En qu(o)i les Français ont-ils confiance aujourd'hui ?

- Le baromètre de la confiance politique -

Avec le soutien de :



INSTITUT
MONTAIGNE



REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté, Égalité, Fraternité



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org



Fondation
Jean Jaurès



INTÉRIALE



LUISS

Vague 12

Février 2021

La Fondation pour l'innovation politique est partenaire du Baromètre de la confiance politique réalisé chaque année par le CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po).

Le « Baromètre de la confiance politique » est une enquête académique devenue l'enquête de référence française sur la question de la confiance des Français dans la politique. La base de données constituée depuis 12 années d'enquête permet un suivi longitudinal exceptionnel de dimensions comme la confiance en soi, dans les autres, dans les institutions et dans le personnel politique mais aussi le rapport à la démocratie.

Une comparaison européenne est proposée pour cette douzième édition, avec quatre pays européens : l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni. Il s'agit en effet, de confronter les tendances enregistrées en France depuis plusieurs années (montée de la défiance politique, pessimisme social, faible confiance sociale et dans les institutions, sentiment que le système démocratique ne fonctionne pas bien) à des pays européens sensiblement équivalents au plan économique et sociétal.

Fondation pour l'innovation politique
@Fondapol

En réponse à @Fondapol

Les Français aiment leur police et jugent qu'elle

- fait l'objet d'agressions et d'insultes (84%)
- n'a pas assez de moyens (83%)
- n'est pas suffisamment reconnue pour son dévouement (76%)
- est compétente (71%)
- est honnête (71%)
- traite les gens avec respect (64%)

@CEVIPOF

Baromètre de la confiance politique SciencesPo
Vague 12 (Février 2021)

À propos de la police, diriez-vous qu'elle... ?

« Oui, tout à fait » et « oui, plutôt »
 « Non, plutôt pas » et « non, pas du tout »
 Ne sait pas

Fait l'objet d'agressions et d'insultes	84	11	5
N'a pas assez de moyens	83	13	4
N'est pas suffisamment reconnue pour son dévouement	76	19	5
Est efficace/compétente	71	24	5
Est honnête	71	23	6
Traite les gens avec respect	64	31	5
Nie forme pas bien ou suffisamment ses agents	62	32	6
Est présente et accessible	61	34	5
Ne sanctionne pas ses agents lorsqu'ils agissent de manière fautive	55	36	9
N'utilise pas de la force à bon escient en fonction de la situation	54	38	8

Dominique Reynié et 9 autres personnes
4:19 PM · 24 févr. 2021 · Twitter Web App

Voir l'activité sur Twitter

138 Retweets 31 Tweets cités 261 J'aime

CONSEIL D'ÉTAT : INTERVENTION À LA CONFÉRENCE INAUGURALE DU CYCLE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX SUR LE THÈME DE LA TRANSFORMATION DE LA VIE EN SOCIÉTÉ ET DU DÉBAT PUBLIC

EXPOSÉ DE DOMINIQUE REYNIÉ

Le 27 octobre 2021

En raison de leur fonctionnement horizontal et sans intermédiaire, de leur instantanéité et de leur globalisation, les réseaux sociaux ont profondément bouleversé les modes de communication et de diffusion de l'information entre citoyens, administrations, entreprises ou médias.

Comment ces « agora » numériques ont-elles modifié le débat public et les interactions citoyennes ?



9^{ème} ÉDITION DU PRINTEMPS DE L'ÉCONOMIE

INTERVENTION DE DOMINIQUE REYNIÉ

Le 14 octobre 2021



#24 / 18h - 19h30

Alors... ce monde d'après ?

Débat entre Think Tanks

Session de l'Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts, conçue par Isabelle Laudier, Responsable de l'Institut, membre du Conseil scientifique du Printemps de l'économie.

Y aura-t-il un monde d'après ? En quoi dissemblera-t-il du monde d'avant ? Quelles bifurcations pour y parvenir ? Un débat passionnant entre les directeurs de quelques uns de nos plus grands Think tanks, autour des enjeux économiques, sociaux, environnementaux, sociétaux de la période post-covid.

Intervenant-e-s :

- Géraud Guibert, Président de La Fabrique Ecologique
- Sarah Proust, Conseillère experte auprès de la Fondation Jean-Jaurès
- Dominique Reynié, Directeur général et président du Directoire de la Fondation pour l'Innovation Politique (Fondapol)
- Modératrice : Isabelle Laudier, Responsable de l'Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts

FESTIVAL MÉDIAS EN SEINE

INTERVENTION DE DOMINIQUE REYNIÉ

Le 12 octobre 2021



Ce que le service public doit à la démocratie

Animé par Vincent Giret, Directeur de l'information et des sports, Radio France



Vincent Giret
Radio France
Directeur de
l'information et
des sports



**Jean-Louis
Missika**
Sociologue,
Visiting Senior
Fellow à la London
School of
Economics,
Responsable
éditorial du Think
Tank Terra Nova



Dominique Reynié
Fondation pour
l'innovation
politique
Directeur Général

LES UNIVERSITÉS DE PHARMACEUTIQUES

INTERVENTION DE DOMINIQUE REYNIÉ

Le 23 septembre 2021

Dominique Reynié est intervenu sur le sujet suivant : « Quelle valeur accorder à la parole politique ? », sujet animé par Nicolas Bouzou, Économiste, Directeur du cabinet de conseil Asterès et co-fondateur du Cercle de Belèm.



LES CONVERSATIONS TOCQUEVILLE 2021

INTERVENTION DE DOMINIQUE REYNIÉ

Le 17 septembre 2021



Dominique Reynié a participé aux Conversations de Tocqueville 2021 sur le thème : « Le Futur de la Démocratie en Amérique ». Il a notamment participé au « Jour 1 : L'Amérique Divisée » à la « Table Ronde 2 – Le futur de la rébellion trumpienne et la réponse de Biden ». Cette table ronde avait pour éléments de discussion : « Quelles sont les racines de la révolte ? Les excès de la globalisation ? La désindustrialisation ? La croissance exponentielle des inégalités et l'effondrement de la classe moyenne ? L'aliénation culturelle de l'Amérique traditionnelle ? Comment les élites politiques peuvent-elles reconnecter avec l'ouvrier américain qui a perdu confiance en ses gouvernants ? Sommes-nous face à une sécession politique et mentale préoccupante du pays trumpien, qui pourrait déstabiliser l'ensemble du système politique ? Trump peut-il revenir et avec quelles conséquences ? Joe Biden apporte-t-il des réponses convaincantes à la crise de légitimité du système ? ».

TABLE RONDE ORGANISÉ PAR LE GROUPE UNION CENTRISTE AU SÉNAT

Le 6 juillet 2021

Dominique Reynié est intervenu le 6 juillet 2021 sur le thème « Analyse de l'opinion à un an de l'élection présidentielle ; le risque populiste ; faut-il réformer nos institutions ? ».

LA RENCONTRE DES ENTREPRENEURS DE FRANCE, REF SAISON 3

INTERVENTION DE DOMINIQUE REYNIÉ

Le 26 août 2021

Dominique Reynié a participé à la Rencontre des Entrepreneurs de France, Saison 3, du MEDEF et a pris part le jeudi 26 août à un débat ayant pour thème : « Liberté d'informer vs liberté de déformer » et pour sujet de discussion : « Média conventionnels ou non, réseaux sociaux... Au nom de la liberté d'informer, peut-on tout dire, tout écrire, tout publier ? ».



VISIOCONFÉRENCE « QUEL AVENIR POUR L'ALLEMAGNE APRÈS MERKEL »

AVEC LA FONDATION FRIEDRICH-NAUMANN

Les 7 et 9 juin 2021

Les 7 et 9 juin 2021, le bureau bruxellois de la Fondation Friedrich-Naumann pour la liberté (FNF Europe), fondation politique proche du parti libéral-démocrate allemand (FPD), a convié la Fondation pour l'innovation politique à un voyage d'information virtuel destiné à des experts français de la politique et de l'économie. Abdellah Bouhend, chargé de mission à la Fondation pour l'innovation politique, a participé à ce voyage d'information sur « l'avenir de l'Allemagne après Merkel » avait pour but de renforcer le dialogue franco-allemand et d'échanger au sujet de l'évolution du FDP en Allemagne, ses mutations et ses défis.



NOS PROPOSITIONS POUR LA PRÉSIDENCE FRANÇAISE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE (1^{ER} JANVIER-30 JUIN 2022)

Le 16 avril 2021

Le 4 novembre 2020, le secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, Monsieur Clément Beaune, a adressé un courrier aux think tanks et à des associations les appelant à une mobilisation et à une réflexion sur la présidence française du Conseil de l'Union européenne qui s'exercera du 1^{er} janvier au 30 juin 2022. C'est dans ce cadre que Dominique Reynié, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, a formulé plusieurs propositions et pistes de réflexions, restituées à Clément Beaune lors d'un échange le 16 avril 2021 et présentées dans un document publié sur fondapoli.org.

WEBINAIRE FRANCO-POLONAIS « L'EUROPE APRÈS LE COVID-19, LES DÉFIS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX : PERCEPTIONS FRANÇAISES ET POLONAISES »

Le 9 mai 2021

Le 9 mai, journée de l'Europe, Madeleine Hamel, chargée de mission à la Fondation pour l'innovation politique a participé à une discussion avec des experts français et polonais pour discuter des défis sociaux et économiques qui attendent l'Europe après la pandémie de Covid-19. Les discussions ont porté sur les perceptions françaises et polonaises des différentes formes de solidarité pendant la période de crise ainsi que sur des propositions concrètes visant à renforcer la résilience des sociétés et des économies européennes, comme l'initiative « L'Europe, un patient » et l'idée d'un salaire minimum européen.

LE RAPPORT MENSUEL SUR L'ACCORD D'ASSOCIATION ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LE MERCOSUR, AVEC LE THINK TANK ARGENTIN LA FUNDACIÓN NUEVAS GENERACIONES

La Fondation pour l'innovation politique et de le think tank argentin la Fundación Nuevas Generaciones ont publié, en espagnol, en anglais et en français, un rapport mensuel sur l'Accord d'association entre l'Union européenne et le Mercosur. La Commission européenne a fait part de son avis sur l'étude d'impact de l'Accord UE-Mercosur réalisée par la London School of Economics (LSE). De son côté, le Parlement flamand rejette une résolution défavorable à l'association bi-régionale, bien que l'opposition se renforce parmi les partis de cette région belge. Enfin, les récentes réunions de l'Assemblée Parlementaire Euro-Latino- Américaine (EuroLat) donnent un aperçu de l'approche appliquée aux négociations entre le Mercosur et l'UE en vue de l'élaboration d'un texte additionnel sur les questions environnementales.



PARTICIPATION AUX RÉUNIONS DU THINK TANKS AND CIVIL SOCIETIES PROGRAM (TTCSPP) DE L'UNIVERSITÉ DE PENNSYLVANIE



La Fondation pour l'innovation politique continue à participer activement aux réunions, forums et ateliers organisés par le Think Tanks and Civil Societies Program (TTCSPP) de l'Université de Pennsylvanie, institution en charge du classement annuel des think tanks dans le monde. Le 17 février 2021, Katherine Hamilton, chargée de mission à la Fondation pour l'innovation politique, a participé au premier d'une série de workshops sur l'état de thinks tanks dans le monde. Cette première session, intitulée « *The Challenges and Opportunities Facing Think Tanks in Western Europe* » était l'occasion pour le TTCSPP de présenter les résultats préliminaires de son rapport qui analyse les think tanks en Europe, « *The Europe Think Tank Mapping Report* ». La Fondation pour l'innovation politique a fait partie du comité d'organisation (planning Committee) du forum du TTCSPP intitulé « *Breaking The Glass Ceiling In The Ivory Tower: The Role of Women in Think Tanks and Policy Advice* ».

PAUVRETÉ DANS LE MONDE : UNE BAISSÉ MENACÉE PAR LA CRISE SANITAIRE

Par Julien Damon – février 2021



À l'horizon 2030, la visée consiste à mettre fin à cette forme extrême de pauvreté et l'optimisme face à cet objectif prévalait depuis une vingtaine d'années. L'épidémie de coronavirus et ses conséquences économiques changent la donne. En 2020, jusqu'à 150 millions de personnes seraient venues grossir les rangs de la pauvreté. Et, selon d'autres approches, il pourrait même s'agir d'un demi-milliard d'individus. Plus que les données précises, ce sont les ordres de grandeur qui importent et alarment.

LES ENJEUX DE LA SANTÉ MENTALE

RENCONTRES DU LAB « PLACE DE LA SANTÉ » AVEC LA MUTUALITÉ FRANÇAISE



La Fondation pour l'innovation politique est partenaire du 5^e cycle du Lab « Place de la Santé » organisé par la Mutualité Française, sur le thème de la santé mentale. La première séance, intitulée « La santé mentale face à la crise », a eu lieu le 12 février 2021. Elle sera suivie de cinq autres séances, dont une séance dont la Fondation aura la charge, sur la santé mentale des adolescents. Dominique Reynié a publié un article dans *Mutations*, le magazine trimestriel de prospective et de réflexion de la Mutualité Française, revenant sur l'enquête *Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)*, conçue par la Fondation pour l'innovation politique en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et parue en juin 2018.



FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapoli.org



JEUNES ET ADDICTIONS : UN DÉSASTRE SILENCIEUX

Les addictions ont une dépendance, dont les raisons ne cessent de croître. En partenariat avec le Fonds Actions Addictions et la Fondation Gabriel Péri, la Fondation pour l'innovation politique a réalisé, en juin 2018, une vaste enquête sur les addictions chez les 14-24 ans¹. Les données recueillies mettent en évidence la multiplicité des addictions menaçant les nouvelles générations. La singularité de notre étude est de porter sur une pluralité d'entre elles : tabac, alcool, cannabis, cocaïne, ecstasy, MDMA, GHB, jeux d'argent, jeux vidéo, pornographie, réseaux sociaux, etc.². Il y a de solides raisons de penser que la crise sanitaire actuelle aggrave fortement le phénomène des addictions, en raison du confinement, de l'isolement social, de l'explosion des cas de détresse psychologique, des dépressions, du temps passé devant les écrans, etc.

“ PAR DOMINIQUE REYNIÉ, Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, professeur des universités à Sciences Po ”

Publications : 2008 = 2022, la risque positive en France (Bogues, 2018) ; L'Opinion européenne en 2019 ; = 2020, l'après de l'indépendance en France ; (France) 2020 Les Nouveaux Pouvoirs (Pluri)

Si nous extrapolons les résultats de notre enquête, nous obtenons un chiffre supérieur à 300 000 jeunes de 14-24 ans qui auraient déjà consommé de la cocaïne, de l'ecstasy, de la MDMA ou du GHB en France. Parmi eux, la moitié en consommèrent au moins une fois par semaine soit environ 150 000 jeunes. Par ailleurs, l'utilisation des écrans, des réseaux sociaux et des jeux vidéo est spectaculairement élevée dans cette classe d'âge : antérieurement à la crise sanitaire, 26 % des 14-24 ans estiment passer plus de 5 heures par jour sur les réseaux sociaux, et 16 % considèrent plus de 8 heures chaque jour ; 16 % disent passer quotidiennement plus de 5 heures sur les jeux vidéo, et 7 % plus de 8 heures. Ces jeux constituent un véritable phénomène de société : 64 % des 14-24 ans consacrent au moins 1 heure par jour aux jeux vidéo, 26 % disent avoir déjà

pratique les jeux d'argent, 13 % y jouent au moins une fois par semaine, et 35 % des 14-17 ans y jouent au moins une fois par mois. D'autre part, 23 % des 14-24 ans regardent au moins une fois par semaine du porno, et 27 % déclarent en avoir déjà vu une au moins une fois. Pourtant, la confrontation à de telles images, alors même que la sexualité psychique et érotique, peut provoquer des crises d'anxiété et des troubles du sommeil, nourrir un sentiment de culpabilité et conduire à une reorientation faussée ou violente des rapports amoureux, notamment que les garçons sont deux fois plus menacés que les filles à regarder ces films.

Les addictions sont liées entre elles, emprisonnant davantage les jeunes dans les filets de plus en plus étroits de la dépendance. 47 % des jeunes jouent aux jeux vidéo au moins 5 heures par jour passent également plus de 5 heures par jour sur les réseaux sociaux³. En outre, 56 % des jeunes qui regardent du porno au moins une fois par jour passent chaque jour plus de 2 heures sur les réseaux sociaux, et 44 % plus de 2 heures à jouer à des jeux vidéo. De la même manière, 63 % des jeunes qui fument du tabac au moins une fois par semaine boivent également de l'alcool au moins une fois par semaine. Ce pourcentage monte à 46 % pour les fumeurs de cannabis et à 87 % pour les jeunes qui consomment de la cocaïne, de l'ecstasy, de la MDMA ou du GHB. La prise de cocaïne, l'usage de MDMA et de GHB est aussi fortement associée à celle du cannabis.

Il s'agit désormais d'un problème de santé et de sécurité publiques de premier plan, car les addictions sont associées aux maladies graves, aux accidents de la route, au risque d'isolement, de dépression, voire de suicide, à l'échec scolaire ou professionnel, mais aussi au risque d'agression physique ou sexuelle, ou encore aux risques financiers liés à la consommation de drogues et aux jeux d'argent. L'enjeu est d'autant plus dramatique qu'il touche davantage les plus faibles : 60 % des jeunes mineurs d'un foyer dont le revenu mensuel net est inférieur ou égal à 1 250 euros ont déjà testé un produit, contre 32 % chez ceux appartenant à un foyer dont le revenu est supé-



rieur à 3 000 euros. D'une manière générale, pour cinq des huit addictions étudiées, y compris les jeux d'argent, les jeunes dont les parents ont les revenus les plus modestes sont davantage exposés que ceux appartenant à un foyer aisé.

Il n'est pas de véritable campagne sensibilisant les jeunes, leurs parents et le public en général aux dangers de l'addiction aux écrans, et en particulier aux contenus à caractère pornographique, quasi, aux consommations de jeux vidéo et de réseaux sociaux, non seulement elles ne font le principal canal de prévention, mais elles bénéficient même d'une forme d'assentiment implicite, voire d'une promotion généralisée.

Les pouvoirs publics pourraient agir dans trois directions : diminuer la vulnérabilité des individus, réduire la nocivité des produits et réduire l'exposition environnementale à la consommation. L'action d'urgence la plus nécessaire et urgente que si la crise sanitaire a fragilisé les nouvelles générations, c'est aussi en les exposant davantage au monde des produits et des comportements addictifs, dont la dangerosité n'est pas toujours clairement dérivée. Ainsi, on peut noter la persistance d'un discours permissif à propos du cannabis, y compris chez des parents qui pressent souvent de réfléchir à leur propre responsabilité. Or le cannabis est aujourd'hui bien plus nocif que celui d'hier. La raison tient à la nouvelle concentration de THC (tétrahydrocannabinol), qui est le principal cannabinol du cannabis. Entre 1995 et 2014, son taux est passé de 4 % à 12 %. L'augmentation de la teneur en THC accentue les effets secondaires néfastes du cannabis, somatiques et psychiques, mais aussi et surtout psychiatriques.⁴

1 - Les Addictions chez les jeunes (14-24 ans). L'enquête d'une pratique de santé et de sécurité publiques - Fondation pour l'innovation politique, Fondation Gabriel Péri et Fonds Actions Addictions, mai 2018.

2 - Recherche sous forme de jeux, cette enquête, appuie pour partie sur une méthode innovante, la représentativité élargie (enquête MDM), est souvent associée à différents centres (en particulier, l'Institut pour les nouvelles technologies).

3 - Cette étude de recherche a été financée par la Fondation pour l'innovation politique et le Fonds Actions Addictions.

4 - L'impact de la consommation de cannabis sur la santé mentale est un sujet complexe et controversé. Cependant, il est largement reconnu que la consommation de cannabis à forte teneur en THC peut augmenter le risque de troubles psychiatriques, notamment de schizophrénie et de troubles bipolaires.

« SANS RÉACTION DE NOTRE PART, LES GAFAM IMPOSERONT UNE ORTHODOXIE IDÉOLOGIQUE »

ENTRETIEN DE DOMINIQUE REYNIÉ AVEC GUILLAUME PERRAULT DANS LE FIGARO

Le 11 janvier 2021



Dominique Reynié: «Sans réaction de notre part, les GAFAM imposeront une orthodoxie idéologique»

ENTRETIEN - En «débranchant les micros» de l'hôte de la Maison-Blanche de leur propre initiative, les grandes plateformes apportent la démonstration éclatante de leur pouvoir exorbitant sur nos vies, s'inquiète le directeur général de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol)*.

Par Guillaume Perrault

Publié le 11/01/2021 à 20:24, mis à jour le 11/01/2021 à 20:24



Dominique Reynié, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol). *Fabien Clairefond*

ÉGALEMENT SUR LES CONSÉQUENCES DES RÉSEAUX SOCIAUX SUR LA DÉMOCRATIE



« LA DROITE DOIT SORTIR DU MODÈLE SOCIAL-ÉTATISTE »

ENTRETIEN DE DOMINIQUE REYNIÉ AVEC CARL MEEUS DANS LE FIGARO

Le 5 mars 2021

**LE FIGARO
MAGAZINE**

Dominique Reynié

“LA DROITE DOIT SORTIR DU MODÈLE SOCIAL-ÉTATISTE”

Pour le directeur général de la Fondapol, la droite ne doit pas chercher à parler spécifiquement aux classes populaires à travers des mesures comme le revenu universel, mais proposer un discours sur la mobilité sociale, en s'adressant à tous les Français.

Propos recueillis par Carl Meeus



L'approche de la présidentielle, la droite semble perdue sur la question économique. Comment l'expliquez-vous ?

René Rémond avait identifié une droite ultra, une droite bonapartiste et une droite orléaniste. Et en effet, si on observe la droite de gouvernement, elle semble privée de toute orientation. Elle paraît définitivement alignée sur le modèle social-étatiste de la reconstruction, après 1945. Son caractère administratif, dépensier, notamment dans le domaine social, pourrait faire songer au bonapartisme, mais on ne retrouve pas la volonté réformiste de cette tradition, son ambition industrielle et scientiste. Le modèle social-étatiste a eu sa justification historique au moment de la reconstruction. C'est à cette époque que la droite rompt avec sa tradition orléaniste ou libérale avec laquelle elle ne renouera plus qu'épisodiquement. Ce qui pouvait être une parenthèse est progressivement devenu une habitude. Il faut ajouter que l'élection présidentielle, voulue par les gaullistes, a enraciné cette conception d'un Etat administrateur, dépensier, clientéliste. Il n'y a pas eu de réflexion de fond sur le rôle de l'Etat, le rapport à l'économie, les entreprises, l'innovation. Résultat, hégémonie entre 1958 et 1981, la droite est passée au régime de l'alternance jusqu'en 2017 pour se retrouver marginalisée, tiraillée entre une autonomie impossible et la double concurrence d'un hypercentrisme macroniste et d'un puissant courant populiste. Or, elle voit dans ses défaites le mouvement d'un balancier lui assurant mécaniquement le retour au pouvoir : nous sommes battus, donc nous serons réélus.

Cela ne nécessite donc pas de remise en cause ?
Aucune, et si ce n'est pas spécifique à la droite, cette assurance l'a maintenue dans une dépendance au social-étatisme lourde de conséquences, la droite perdant peu à peu ses liens vitaux avec la société civile. La nostalgie du pompéisme fonctionne comme une évocation de cette

époque où la droite était au rythme de la société, en empathie avec les forces créatrices, économiques, culturelles et scientifiques. Trois signes sont révélateurs de ce décrochage social : d'abord, l'émergence, sous François Hollande, de mouvements de petits patrons en révolte, les « pigeons », les « tondues », confrontés au labyrinthe du RSI, à un code du travail décourageant, à une pression fiscale et sociale dissuasives. La droite découvre trop tard tout un monde qui attendait beaucoup d'elle, n'a rien reçu et donc s'est détourné d'elle. Ensuite le « mariage pour tous ». La droite aurait pu soutenir la réforme ou s'y opposer clairement. Elle n'a fait véritablement ni l'un ni l'autre. Une partie dominante de la droite s'est certes ralliée à La Manif pour tous, mais elle n'était pas à la manœuvre. Enfin, le monde agricole confronté à des difficultés croissantes s'est aperçu que la droite n'était plus en mesure de le comprendre et encore moins de le défendre, parce qu'elle était désormais soumise à l'hégémonie culturelle d'une France métropolitaine qui ne représente pourtant que 12 % du corps électoral... Les campagnes ont regardé la droite comme une autre gauche, fiscaliste, adepte d'un écologisme réglementaire et punitif. Si l'entreprise, la famille et les campagnes ne forment plus, comme hier, le socle idéologique et social de la droite, il faut désigner un socle alternatif, sauf à prendre le risque de ne plus dépendre que de ses réseaux d'élus et des subsides de l'Etat.

Quelles sont les sources vives de la pensée de droite ?
Pour le moment, elle n'en a plus. Le social-étatisme la condamne à penser la politique en termes de dépense publique, ce qui l'empêche de se tourner franchement vers la création de richesses, l'entreprise, la rémunération du travail et du risque, l'esprit de conquête. On voit mal comment elle pourra éviter cet aggrèvement, car l'horizon de la dépense publique est désormais borné par le poids de la dette. La droite devrait se demander comment refaire de la politique, comment réduire la dépense publique pour régénérer nos richesses économiques, sociales et culturelles. Il est notable de ne plus entendre la droite porter un discours démographique. Peut-on dire qu'il existe encore une droite dans une société qui ne débat pas de démographie ?



“La droite pourrait s'adresser aux classes populaires en parlant de pouvoir d'achat, d'école, de liberté et de responsabilité, de puissance et de nation”

C'était le programme de François Fillon pour la présidentielle de 2017 ? Or, il avait commencé à baisser dans les sondages, avant les affaires. Ce projet ne passe pas le premier tour...

Il ne faut pas négliger les effets de la candidature de Nicolas Dupont-Aignan. On peut expliquer l'absence de François Fillon au second tour par cette concurrence. Sans Nicolas Dupont-Aignan, il est raisonnable de penser que Fillon parvenait au second tour malgré les affaires.

Vous suggérez qu'avec son programme libéral, François Fillon ne parlait pas à une partie de l'électorat de droite qui, refusant de voter Marine Le Pen, s'est tourné vers Nicolas Dupont-Aignan ?

Absolument. Le recul de François Fillon s'explique par un discours de réformes et de rigueur trop indéterminé. Il donnait à penser que chacun allait en subir les conséquences, au risque de démotiver des électeurs de droite qui redoutaient d'être concernés. Différemment, il pouvait préciser les points sur lesquels allaient porter ces efforts et expliquer les bénéfices collectifs attendus pour rassurer au moins une partie des électeurs hésitants. Mais la candidature de Nicolas Dupont-Aignan est aussi la conséquence de l'absence d'un discours de puissance pour le pays. Depuis 1945, la droite a porté ce thème avec éclat : l'industrie, les sciences et les techniques... En 1974, à la télévision américaine, un journaliste mettait Gerald Ford en difficulté en lui présentant trois objets préfigurant une nouvelle époque : la carte à puce, le minitel et le TGV. Le journaliste faisait remarquer que ces trois inventions étaient françaises, lui demandant si les États-Unis n'étaient pas en train de perdre la bataille de la connaissance et de l'innovation. Ces trois innovations, fruits d'une société conquérante, illustraient une France de droite, enthousiaste, excellent dans le progrès. Tous ces éléments semblent oubliés, abandonnés ou inaudibles.

Augmenter les salaires, regarder vers le revenu universel : une partie de la droite cherche des pistes pour faire revivre l'électorat populaire. Est-ce la bonne solution ?

Portées par certains responsables de droite, des idées de « planification », de « nationalisation », de « revenu universel » ou une hostilité manifestée à l'égard de la 5G illustrent une défaite culturelle d'autant plus étonnante que la France est très majoritairement à droite. Ce n'est pas la société qui doute de ses valeurs de droite, ce sont les partis de droite. De plus, cette vision social-étatiste court le risque d'être dépassée, rendue obsolète par le mur de la dette. Mais si ce n'est pas ainsi que la droite récupérera les classes populaires, c'est parce que la question est formulée dans les termes de la gauche. La droite pourrait proposer un discours sur la mobilité sociale, dire à quelles conditions nos enfants vivront mieux que nous, en associant une ambition en termes de pouvoir d'achat pour les classes populaires et pour les classes

moyennes. L'école est un autre grand motif qui permettrait d'associer les classes populaires aux classes moyennes. Or, la droite ne porte plus ce thème alors que la demande sociale n'a jamais été aussi forte.

Comme le fameux « travailler plus pour gagner plus » de Nicolas Sarkozy en 2007...

C'est clairement un thème de droite. Il fait sens dans une France de tradition laborieuse et méritocratique. Les travaux de Christophe Guilluy ont marqué la droite, mais en lui insufflant une inspiration de gauche. L'idée de segmentations nouvelles, entre une France périphérique et une France urbaine, appelle l'idée d'une politique de redistribution, mais il s'agit toujours de redistribution et non de création de richesses. Or, la droite pourrait s'adresser aux classes populaires en parlant de pouvoir d'achat, d'école, de liberté et de responsabilité, de puissance et de Nation, c'est-à-dire en inscrivant ces classes populaires dans la communauté globale et dans un mouvement historique.

L'écologie peut-elle être un chemin pour la droite ?

Sans doute. Mais on a parfois le sentiment qu'après avoir été subjugué par le social-étatisme, la droite est attirée par le social-écologisme, pourtant électoralement très minoritaire. Le principe de précaution, intégré à notre Constitution par Jacques Chirac, a été pour la droite une erreur historique : il inhibe l'innovation, brisant l'accès aux sources de la croissance, du progrès et de la souveraineté. Malheureusement, cette rétraction est devenue une doctrine européenne, en particulier dans le domaine des OGM. On en mesure les conséquences aujourd'hui dans la bataille des vaccins et ce n'est pas fini si l'on voit notre retard dans l'édition du génome où nous étions pourtant pionniers. De même, on peut s'étonner de la timidité avec laquelle la droite défend le nucléaire, non seulement parce qu'elle l'a vigoureusement soutenu dans le passé mais parce qu'il est une condition sine qua non de la décarbonation. C'est l'impasse du social-écologisme, car il implique peu ou prou la décroissance. Cela ouvre un espace permettant à la droite de proposer sa propre doctrine, celle d'un écologisme mobilisateur, fait d'innovations techniques et scientifiques, de croissance économique décarbonnée. Si la solution devait être la décroissance, ou même la sobriété, ne doutez pas que le réchauffement politique prendra le pas sur le réchauffement climatique ! La victoire des partis protestataires est une possibilité inscrite dans un horizon de court terme. Le social-écologisme est en passe de devenir un supplice pour les Français, et un supplice inutile : nous sommes déjà l'un des pays les plus vertueux, nous ne représentons que 0,8 % des émissions de gaz à effet de serre. On ne sauvera pas la planète en éteignant la France !

Propos recueillis par Carl Meeus

OBSERVATOIRE DE L'ANTISÉMITISME EN LIGNE



Afin de compléter le dispositif du ministère de l'Intérieur concernant le nombre d'actes antisémites comptabilisés chaque année, Francis Kalifat a souhaité créer un observatoire de la haine antisémite sur Internet. Il a confié à Ipsos la mission de mettre en place la méthodologie et les outils permettant de disposer régulièrement de données fiables avec leurs analyses. Ipsos a confié au politologue Dominique Reynié et à la sociologue Dominique Schnapper le soin d'accréditer les choix méthodologiques et les résultats de l'enquête. Ce travail se poursuit et fera l'objet de publications.

LES DONNÉES DE LA FONDATION

La plateforme data.fondapol rend accessibles et utilisables par tous les données collectées lors des différentes enquêtes de la Fondation pour l'innovation politique. Ces données sont disponibles en plusieurs langues lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales.

<p>2022 ET LE RISQUE POPULISTE EN FRANCE (VAGUE 5)</p> <p>L'enquête 2022, le risque populiste en France a été conçue par la Fondation pour l'innovation politique. Sa réalisation a été confiée à l'institut de sondage OpinionWay. Voici les...</p> <p>26 octobre 2021 Classes moyennes, Démocratie, France, Jeunesse</p>	<p>LES ATTENTATS ISLAMISTES DANS LE MONDE 1979-2021 / ISLAMIST TERRORIST ATTACKS IN THE WORLD 1979-2021</p> <p>La période située entre l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge en 1979 et la prise de Kaboul par les talibans, le 15 août 2021, correspond...</p> <p>2 septembre 2021 Non classé</p>	<p>PROTESTATION ÉLECTORALE EN 2021 ? DONNÉES ISSUES DU 1ER TOUR DES ÉLECTIONS REGIONALES</p> <p>Le premier tour des élections régionales du 20 juin 2021 a été marqué par une abstention sans précédent (66,7 %), en progression de 17 points...</p> <p>24 juin 2021 Démocratie, France</p>
<p>2022 ET LE RISQUE POPULISTE EN FRANCE (VAGUE 4) / 2022 AND THE POPULIST RISK IN FRANCE (WAVE 4)</p> <p>L'enquête 2022, le risque populiste en France a été conçue par la Fondation pour l'innovation politique. Sa réalisation a été confiée à l'institut de sondage OpinionWay. Voici les...</p> <p>4 juin 2021 Classes moyennes, Démocratie, France, Jeunesse</p>	<p>EN QU(O)I LES FRANÇAIS ONT ILS CONFIANCE AUJOURD'HUI ? – LE BAROMÈTRE DE LA CONFIANCE POLITIQUE – VAGUE 12BIS – MAI 2021</p> <p>En qui et en quoi les Français ont-ils confiance aujourd'hui ? La Fondation pour l'innovation politique est partenaire du Baromètre de la confiance politique réalisé chaque année par le...</p> <p>19 mai 2021 Classes moyennes, Démocratie, Europe, France, Jeunesse</p>	<p>EN QU(O)I LES FRANÇAIS ONT ILS CONFIANCE AUJOURD'HUI ? – LE BAROMÈTRE DE LA CONFIANCE POLITIQUE – VAGUE 12 – FÉVRIER 2021</p> <p>En qui et en quoi les Français ont-ils confiance aujourd'hui ? La Fondation pour l'innovation politique est partenaire du Baromètre de la confiance politique réalisé chaque année par le...</p> <p>22 février 2021 Classes moyennes, Démocratie, Europe, France, Jeunesse</p>

LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ : LA PLATEFORME « ANTHROTECHNIE »

Média animé par Élisabeth de Castex, docteure en science politique, auteure d'une thèse relative à ces questions et membre du Conseil scientifique et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique. Nouvelles technologies, clonage reproductif, hybridation homme/machine, ingénierie génétique et manipulations germinales... À la croisée des nanotechnologies, de la biologie, de l'informatique et des sciences cognitives, le geste prométhéen ressurgit dans une radicalité inédite. Les enjeux éthiques, philosophiques, économiques et politiques sont considérables. Une anthropolite se fait jour, pour le meilleur des mondes ou la pire des tyrannies.

LES MEMBRES DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DANS LE DÉBAT PUBLIC

Réservé aux abonnés

Christophe de Voogd: «Les Pays-Bas sont en proie à l'idéologie décoloniale»

ENTRETIEN - Une romancière a renoncé à traduire la poétesse américaine noire Amanda Gorman, arguant qu'elle-même était blanche. L'historien, spécialiste des Pays-Bas*, analyse les contradictions du nouveau militantisme antiraciste.

Par **Alexandre Devecchio**

Publié le 05/03/2021 à 19:56, mis à jour le 05/03/2021 à 19:56



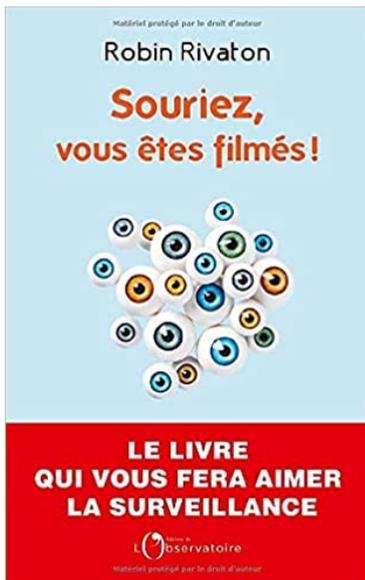
Choix publics

«La démagogie n'est peut-être plus si rentable en matière de dépense publique». La chronique d'Erwan Le Noan



Erwan Le Noan · 24 mai 2021 à 08h18

« Conscients des forces de leurs services publics, les Français ont aussi constaté dans la crise les insuffisances d'une action publique mue uniquement par une logique de dépenses supplémentaires. Ils voient chaque jour également les contraintes d'une interminable peine fiscale »



mercredi 12 - dimanche 13 juin 2021 LE FIGARO

18



Marie-Laetitia Bonavita
mbonavita@lefigaro.fr

Pass sanitaire, diffusion d'images de policiers... La surveillance est au cœur de notre société. Aujourd'hui investisseur, l'ancien conseiller économique de Bruno Le Maire et de Valérie Pécresse estime que l'État n'a pas, au nom du bien commun, à laisser cette observation continue qu'offre la technologie (smartphones, caméras, lunettes connectées...) aux seules mains des citoyens, des entreprises numériques ou d'États étrangers plus performants. Il publie *Souriez, vous êtes filmés!*, aux Éditions de l'Observatoire.

LE FIGARO. - Votre jugement sur la gestion par l'État français du Covid est sévère. Pourquoi?
Robin RIVATON. - Il est difficile d'incriminer plus un pays qu'un autre dans la gestion de la pandémie. Chacun a fait comme il le pouvait. En France, je constate toutefois que le confinement strict - suivi d'un couvre-feu - a foulé aux pieds la liberté d'aller et venir, la liberté d'entreprendre, a empêché des millions d'enfants d'accéder à l'éducation, a creusé les inégalités pour des générations.

Quelles ont été les failles du système?
La gestion de la crise sanitaire a révélé une certaine inefficacité de l'État français. Je dis bien de l'État et non du gouvernement. D'abord, avec l'échec de l'application de suivi des cas contactés. Ensuite, avec l'incapacité à mettre en place un dispositif « tester, tracer, isoler ». La France a été l'un des seuls pays au monde à offrir des tests PCR totalement gratuits, de façon illimitée, sans être en mesure de s'assurer que les personnes testées positives respectaient leur quarantaine ou que les prélevés des tests n'étaient pas falsifiés!

Comment en est-on arrivé là?

LE FIGARO



Robin Rivaton: «Confier notre surveillance à l'État, c'est être libre»

L'essayiste invite la puissance publique à faire face à la concurrence des géants du numérique et des États étrangers dans la collecte et le traitement des données.

Alain-Gérard Slama: «Notre pays face au vertige de la perte de légitimité de ses «élites»»

TRIBUNE - La capacité même des «élites» - terme entendu sans connotation morale - à gouverner la France est aujourd'hui remise en cause, explique le philosophe.

Par **Alain-Gérard Slama**

Publié le 22/09/2020 à 20:25, mis à jour le 22/09/2020 à 20:25



Et si 2021 était une chance pour la France ?

OPINION. Les bouleversements entraînés par la pandémie ont réinterrogé notre manière de vivre. Si nous savons en tirer les enseignements, ils nous permettent de mieux préparer notre avenir. (*) Par Laurence Daziano, maître de conférences en économie à Sciences Po, est membre du Conseil scientifique de la Fondapol.

Laurence Daziano (*)

05 Jan 2021, 9:52



DOSSIERS

LA COURSE AUX
VACCINS

> Le dossier de la rédaction

Engagement, RSE.
Le temps des actes

> LE DOSSIER DE LA RÉDACTION

ANNONCES LÉGALES

Consolider l'Europe sociale, quelle bonne idée !

Si l'Europe sociale peine toujours à se matérialiser aux yeux des citoyens, la période post-Covid ouvre des possibilités d'ajustement et de renforcement.

Par Julien Damon



Au-delà du mythe, la véritable histoire de la Commune de Paris

TRIBUNE - Voilà 150 ans jour pour jour s'achevait une tragédie française. L'événement a donné naissance à une mémoire militante et affective très puissante, en France comme à l'étranger. Stéphane Courtois, célèbre historien du communisme, dissipe la légende dorée qui entoure la Commune de Paris, et raconte ce drame.

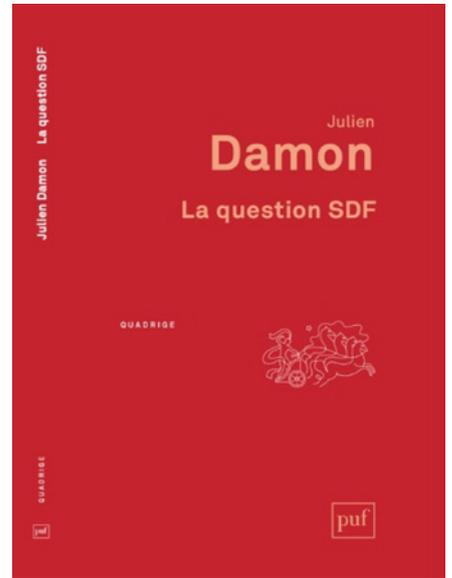
Par Stéphane Courtois
Publié le 27/05/2021 à 19:32, mis à jour le 31/05/2021 à 11:58



LesEchos

Pascal Perrineau : « La France est sur un volcan » à un an de la présidentielle

Le politologue, professeur émérite des universités à Sciences Po et ancien directeur du Cevipof, analyse l'état du pays à un an tout juste de la présidentielle. Et tire la sonnette d'alarme : « Les crises se sont superposées les unes aux autres pour aboutir à une situation détonante. »



LesEchos

CHRONIQUE

Opinion | Gafa : garantir la concurrence tout en préservant l'innovation

Les outils numériques ont permis à bon nombre d'entreprises une continuité de leur activité pendant les confinements. Les innovations offertes par les géants du numérique sont donc essentielles, écrit Laurence Daziano. Alors que le « Gafa bashing » s'intensifie, nous ne devons pas l'oublier.

Par Laurence Daziano (économiste, chroniqueuse aux « Echos »)
Publié le 25 mai 2021 à 8:16 | Mis à jour le 25 mai 2021 à 8:25



Tribune libre

«Ligne CDG Express: comment concilier la vie des lézards et des Franciliens pressés?». La tribune de Xavier de Quérat-Hément

Xavier Quérat-Hément · 12 mars 2021 à 12h45

« Les travaux sont toujours en suspens sur les chantiers du Charles De Gaulle Express (CDG Express), ligne ferroviaire destinée à relier l'aéroport Paris-Charles de Gaulle à la Gare de l'Est en 20 minutes à horizon 2025... »



Luuk van Middelaar : "L'Europe occidentale a perdu sa capacité de mobilisation générale"

Luuk van Middelaar, historien et philosophe politique, analyse la traversée de la pandémie par l'Union européenne et les défis urgents que les Vingt-Sept doivent relever.

NOS DÉCRYPTAGES EN 2021 SUR LE SITE DE LA FONDATION

L'UE débat de sa future politique commerciale, Alberto Fernández rencontre les dirigeants européens, L'Irlande publie son étude d'impact sur l'accord bi-régional

LA FONDATION NUEVAS GENERACIONES
14 SEPTEMBRE 2021

La UE debate su política comercial, Alberto Fernández se reúne con líderes europeos y el gobierno de Irlanda publica su estudio de impacto del acuerdo birregional

LA FONDATION NUEVAS GENERACIONES
14 SEPTEMBRE 2021

Twenty Years After 9/11, the West Is Far from Defeated

MICHAEL KIMMAGE, THIBAUT MUZERGUES
11 SEPTEMBRE 2021

La Comisión Europea responde a la evaluación de impacto del Acuerdo - En Flandes se rechaza una resolución contraria a la asociación

LA FONDATION NUEVAS GENERACIONES
15 JUN 2021

La Commission Européenne répond à l'étude d'impact de l'Accord d'association UE - Mercosur - Le Parlement flamand rejette une résolution défavorable à l'Accord

LA FONDATION NUEVAS GENERACIONES
15 JUN 2021

Propositions pour la présidence française du Conseil de l'Union européenne | 1er janvier - 30 juin 2022

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
09 MAI 2021

« J'ai le sentiment qu'un bannissement est un échec de notre part quant à notre capacité à promouvoir des conversations saines »

JACK DORSEY
16 FÉVRIER 2021

Dans l'incertitude, le management doit se renouveler

JEAN-PIERRE CORNIU, SERGE SOUDOPLATOFF
28 JANVIER 2021

Yuan, dollar, euro : la guerre des trois aura-t-elle lieu ?

JEAN-PAUL BETBEZE
26 JANVIER 2021

« Sem qualquer reação de nossa parte, os gafam vão impor uma ortodoxia ideológica »

DOMINIQUE REYNIÉ
20 JANVIER 2021

« Unless we take action, the Big Tech companies will impose ideological orthodoxy »

DOMINIQUE REYNIÉ
20 JANVIER 2021



INNOVATION POLITIQUE 2020

Par Dominique Reynié [dir.] – décembre 2021

La dixième édition d'Innovation politique regroupe en deux tomes les principaux travaux publiés par la Fondation pour l'innovation politique entre janvier et décembre 2020. Cette édition en deux volumes permet à nos travaux de trouver leur place dans les bibliothèques universitaires et les centres de documentation.

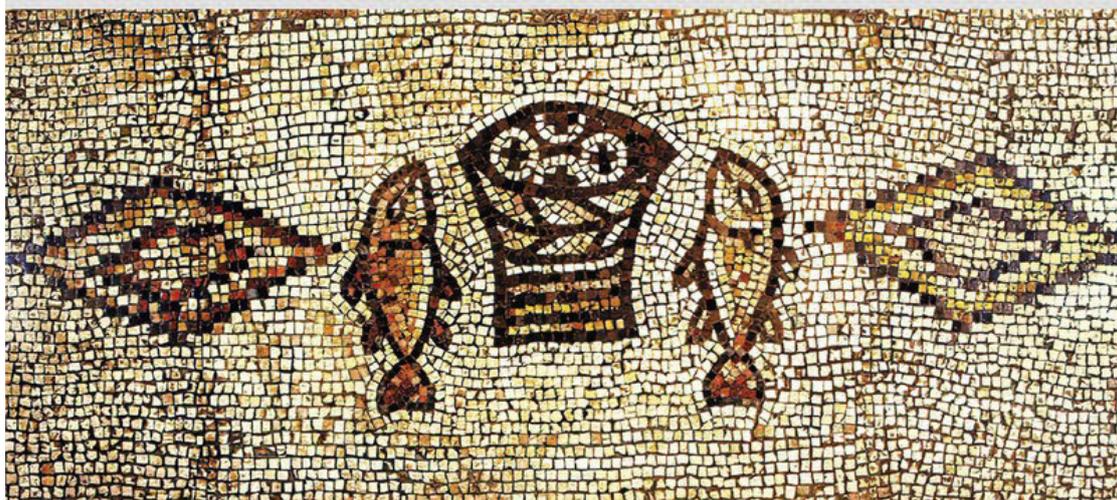
Le tome I propose des analyses de notre monde agité par des crises multiples, plus particulièrement par la crise sanitaire et ses effets sur nos sociétés. Les textes invitent à une réflexion sur nos modèles de production post-pandémie et se placent dans la perspective d'une puissance industrielle européenne reposant sur un système de production et de distribution décarbonée.

Le tome II se penche sur les enjeux scientifiques, éthiques et politiques des biotechnologies et de l'édition du génome. Il propose également une analyse des fractures françaises à travers une approche fondée sur des données sociodémographiques et des enquêtes d'opinion, abordant le risque populiste, l'antisémitisme ou encore les conséquences psychologiques et sociales de la crise sanitaire. Enfin, ce tome évoque la question de la dette et celle du financement des retraites, deux sujets intergénérationnels fondamentaux pour la France et l'Europe.

**II. LE RETOUR DU RELIGIEUX :
APRÈS NOS TRAVAUX SUR L'ISLAM,
NOS TRAVAUX SUR LE CHRISTIANISME**

Sous la direction de
DOMINIQUE REYNIÉ

Le **xxi^e** siècle du
christianisme



LE LIVRE LE XXI^e SIÈCLE DU CHRISTIANISME

Sous la direction de Dominique Reynié, aux Éditions du Cerf

La Fondation vous présente l'ouvrage *Le XXI^e siècle du christianisme, sous la direction de Dominique Reynié, publié aux éditions du Cerf* et disponible en librairie depuis le 6 mai 2021. Si, selon la prophétie attribuée à André Malraux, le XXI^e siècle sera métaphysique, en quoi demeurera-t-il ou non chrétien ? Après deux millénaires, qu'en est-il de l'Église et des Églises face au retour planétaire du religieux ? Quelles mutations internes le christianisme connaît-il lui-même à l'âge de la globalisation ? La séparation entre le spirituel et le temporel a-t-elle un avenir ? C'est à ces questions décisives que répond ce panorama à la fois informé, vivant et critique. Ces questions sont cruciales pour l'évolution de l'équilibre mondial et des sociétés démocratiques. Elles sont vitales pour le destin de l'Europe et de la France face au risque majeur d'acculturation. Elles déterminent les conditions de notre existence collective et individuelle. Catholicisme, protestantisme, orthodoxie, dialogues œcuménique et interreligieux mais aussi géopolitique, politique, droit, économie, éthique : théologiens, philosophes, historiens, sociologues, décryptent ici pourquoi et comment notre héritage dessine notre avenir.

Les auteurs : Aurélien Acquier, Jean-François Colosimo, Jean-Dominique Durand, Jean-Pascal Gond, Jacques Igalens, Henri Madelin, Émile Perreau-Saussine, Philippe Portier, Thierry Rambaud, Dominique Reynié, Jean-Paul Willaime.

ON L'A LU

Dominique Reynié

Le christianisme, essentiel à la démocratie



LE SUJET
Ce livre rassemble des contributions de spécialistes de différents christianismes (catholicisme, orthodoxie, protestantisme...) et aborde des questions qui leur sont posées (écologie, sciences, géographie, etc.). Il offre ainsi un panorama détaillé et très actuel des enjeux en cours pour le christianisme au sein de la papauté.

L'AUTEUR
Dominique Reynié, qui a réuni ici les auteurs, est professeur des Universités à Sciences Po et directeur de la Fondation pour l'innovation politique, un think tank indépendant qui entend « conduire au pluralisme de la pensée et au renouvellement du débat public ». Cette Fondation, connaissant à la rentrée des travaux politiques, n'ignore pas le fait religieux et prend en compte les grandes tendances religieuses dans ses analyses.

Quel le fait religieux ne soit pas prêt à disparaître de notre planète, il s'agit de regarder de très près l'Église catholique ici, et plus au large de l'histoire une conception totalitaire du pouvoir. Mais ce n'est pas le cas. Surtout, la tradition chrétienne, plus exactement chrétienne, est étroitement liée à la démocratie, quelle qu'elle soit. *« Le christianisme a opéré la distinction du politique du religieux. »* écrit Dominique Reynié. Le christianisme du « monde à l'ouest » est un « César » rend possible une interprétation républicaine de la politique et du religieux, projet d'une société civile, capable de contenir le pouvoir politique, analyse-t-il encore. Aujourd'hui, cette interprétation est plus que jamais nécessaire : universalisme, éthique, écologie, fragilité, dialogue public... autant de domaines où les ressources chrétiennes offrent des points d'ancrage précieux. Dominique Reynié ne se place pas dans une perspective confessionnelle, mais de démocrate. Pour lui, le destin de la culture chrétienne adhérent le destin de la culture démocratique. Certes le christianisme n'est pas la seule composante, mais il est un pilier essentiel. *« Le christianisme porte des valeurs essentielles. Il en est l'une des sources »,* affirme-t-il. Si le christianisme disparaît totalement de la surface terrestre, la démocratie se trouverait gravement ébranlée. Car pourtant, il « Répondre est émerger une pluralité d'expressions chrétiennes qui sollicitent non pas exclusivement mais particulièrement les valeurs du monde chrétien et celles du monde démocratique ». L'interprétation vaut pour les catholiques eux-mêmes. À qui de ne pas réduire la religion à une forme de spiritualité hors sol, et d'inventer des dialogues avec la laïcité, en acceptant le pluralisme inhérent à la démocratie.

Réservé aux abonnés

Dominique Reynié: «Christianisme et démocratie ont destin lié»

ENTRETIEN - Le politologue met en garde contre la remise en cause de la séparation du politique et du religieux, qui ouvre la voie aux régimes autoritaires.

Par Marie-Laetitia Bonavita
Publié le 13/05/2021 à 16:38, mis à jour le 14/05/2021 à 10:14



Théologie politique

La guerre faite au christianisme en Asie et en Afrique... C'est à dire... des séparations entre le temporel et le spirituel

LE CRISTIANISME, SEULES DE LA SÉPARATION

Le christianisme a été la religion qui a permis la séparation entre le temporel et le spirituel. C'est à dire... des séparations entre le temporel et le spirituel

Sud Radio @SudRadio - 6 mai

[#SudRadio] @DominiqueReynie, pour son livre "le XXI^e du christianisme"

"Le christianisme est la religion la plus persécutée au monde. Entre 2019 et 2020, l'assassinat de chrétiens a bondi de 60% dans le monde !"



RTL France @RTLFrance

Religion : "On observe un retour du religieux en France (...) Et 85% de l'humanité interrogée déclare une affiliation religieuse", note @DominiqueReynie @Fondapoli dans #RTLMatin avec @VenturaAlba

RTL STÉPHANE CARPENTIER

RTL, TOUJOURS AVEC VOUS

Invité RTL Matin

8:06 AM - 24 mai 2021 - Twitter Media Studio

LES PROTESTANTS EN FRANCE, UNE MINORITÉ ACTIVE

Par Jean-Paul Willaime – avril 2021



Ces dernières années, avec l'union des Églises réformées et luthériennes, la croissance des évangéliques et une diversité culturelle accentuée, le protestantisme a connu en France une importante reconfiguration. Non sans susciter quelques tensions, ces évolutions ont accru le rôle de la Fédération protestante de France, laquelle a pour mission de représenter l'unité plurielle du protestantisme, y compris des évangéliques, devant les pouvoirs publics. Face à la volonté du Conseil national des évangéliques de France de promouvoir l'identité propre du protestantisme évangélique existe le risque d'une bipolarisation du protestantisme français.

Le protestantisme assume une présence affirmée dans l'espace public et

refuse une laïcité conçue comme une neutralisation-invisibilisation religieuse de la vie sociale. Invités par le président Emmanuel Macron, à l'occasion de la commémoration des 500 ans de la Réforme, à rester les « vigies de la République », les protestants endossent sans problème ce rôle en interpellant les pouvoirs et l'opinion publics sur divers sujets sociétaux. La Fédération protestante de France s'est notamment opposée vigoureusement au « Projet de loi confortant le respect des principes de la République » (anciennement « Projet de loi contre le séparatisme ») qui, derrière cet objectif, a selon elle mis en place une laïcité sécuritaire de contrôle impactant particulièrement le culte protestant.

Fondation pour l'innovation politique @Fondapol

1 Thread sur la nouvelle étude @Fondapol "Les protestants en France, une minorité active" de Jean-Paul Willaime.

- 🏰 La recomposition du protestantisme français
 - 🗣️ La participation du protestantisme au débat public
 - 🔍 Le 500e anniversaire de la Réforme
- bit.ly/3u4CtQY



Dominique Reynié et 9 autres personnes

4:03 PM · 31 mars 2021 · Twitter Web App

|| Voir l'activité sur Twitter

67 Retweets 11 Tweets cités 112 J'aime

nederlandsdagblad

CHRISTELIJK BETROKKEN

18 NEDERLANDS DAGBLAD
ZATERDAG 10 APRIL - 2020/8 10 APRIL 2021

Frans protestantisme wordt minder geërfd en vaker gekozen

... Een micro-minoriteit, noemt de godsdienstwetenschapper Jean-Paul Willaime het protestantisme in Frankrijk. Maar er zijn inmiddels een groot aantal protestanten, en zelfs het aantal van de Franse Hervormde Kerk is toegenomen. Het protestantisme wordt steeds minder geërfd en steeds vaker gekozen.



Godsdienstwetenschapper Jean-Paul Willaime

Wijgens de cijfers die Willaime oplevert is momenteel 'regim' tussen de twee en drie procent van de Franse bevolking protestant. Dat is opvallend laag voor een land met een lange geschiedenis van christelijke traditie. Het aantal protestanten is echter toegenomen. Het oorspronkelijke aantal van de Franse Hervormde Kerk is toegenomen met twee procent van de Franse zijde van de protestantisme. Het aantal van de Franse Hervormde Kerk is toegenomen met twee procent van de Franse zijde van de protestantisme.



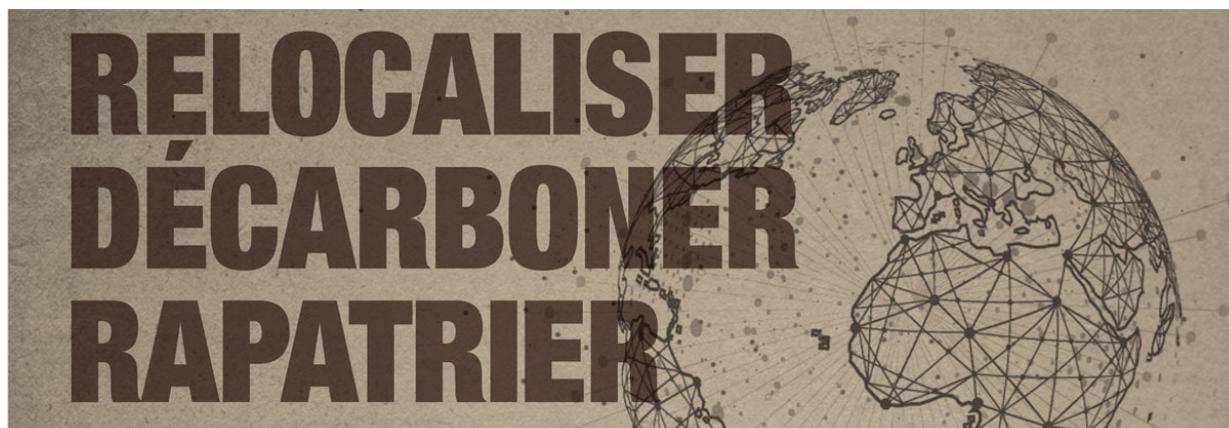
De gereformeerde kerk (rechts) in het van oorsprong protestants Franse dorpje Chamoux-sur-Lognon in de Haute-Saône (Frankrijk). Het Franse protestantisme verspreidt steeds meer van het gebied naar de steden.

opmerkelijk vitale gemeenschappen in steden. Zo zijn er bijvoorbeeld gemeenten die in Parijs en andere grote steden een belangrijk gedeelte uitmaken. Door steden zijn ook andere protestantisme, met name van de evangelische zijde, met name uit de evangelische zijde. Het zijn er althans de klassieke kerkelijke behoeven, gerefundeerde traditie die bestaat in een stad door-

19 NEDERLANDS DAGBLAD
ZATERDAG 10 APRIL - 2020/8 10 APRIL 2021

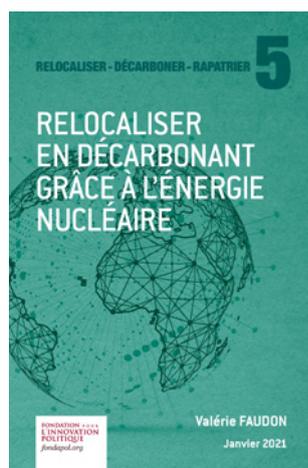
de typisch Franse, stads architectuur. Aan het begin van de 20e eeuw hebben zij de kerkelijke kerk en staat niet in overeenstemming gebracht. De religieuze protestantisme heeft zich niet alleen in de kerk, maar ook in de staat. Het is niet alleen de kerk, maar ook de staat. Het is niet alleen de kerk, maar ook de staat. Het is niet alleen de kerk, maar ook de staat.

III. RELOCALISER-DÉCARBONER-RAPATRIER



RELOCALISER EN DÉCARBONANT GRÂCE À L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Par Valérie Faudon – janvier 2021



Cette étude montre comment le nucléaire est en France non seulement un outil de souveraineté permettant de résister aux chocs énergétiques mais aussi un facteur de compétitivité-coût favorisant l'attractivité internationale du pays pour les industriels et un vecteur de compétences, terreau d'une possible réindustrialisation au cœur des territoires. Enfin, la filière nucléaire française s'impose comme un opérateur clé de la décarbonation, non seulement parce que l'empreinte carbone des produits et des services est amenée à devenir un nouveau facteur de compétitivité mais aussi parce qu'elle permet à notre pays de se positionner dans les secteurs de demain gros consommateurs d'électricité.

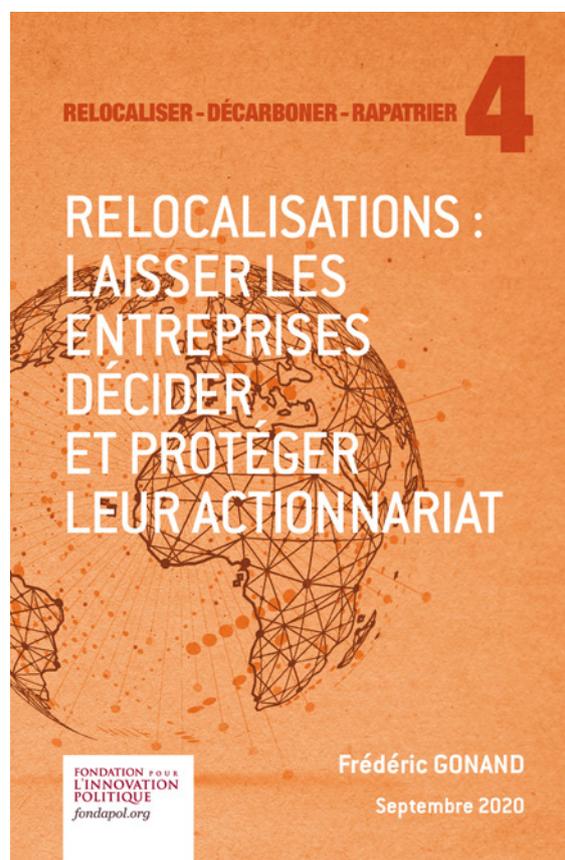
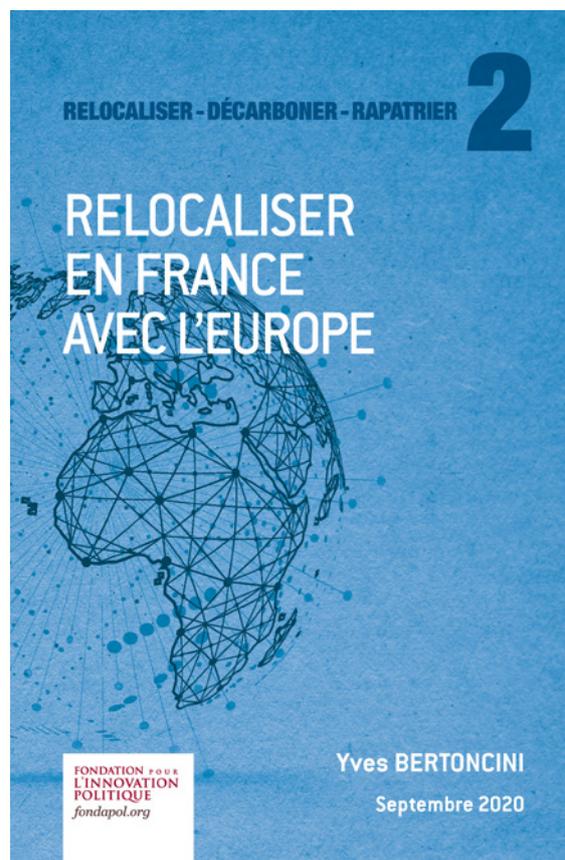
SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE : ENTRE AMBITIONS ET RÉALITÉS

Par Emmanuel Combe, Sarah Guillou – janvier 2021



Cette étude rappelle que, dans une acception maximaliste, la souveraineté économique, si elle est traduite par des volontés autarciques ou mercantilistes, joue contre les performances de l'économie et ne peut mener qu'à une impasse. Dès lors que l'on écarte ces deux visions, la souveraineté économique consiste à s'assurer de la disponibilité de certaines productions jugées essentielles. Elle peut justifier, sous certaines conditions, de mener des politiques actives de relocalisation de produits jugés stratégiques, mais aussi d'engager une politique industrielle de rattrapage technologique.

LES QUATRE PREMIÈRES ÉTUDES DE LA SÉRIE « RELOCALISER-DÉCARBONER-RAPATRIER »
PUBLIÉES EN SEPTEMBRE 2020



NOS TRAVAUX SUR LA SÉRIE « RELOCALISER-DÉCARBONER-RAPATRIER » DANS LES MÉDIAS

Le Monde

ACTUALITÉS ▾

ÉCONOMIE ▾

VIDÉOS ▾

OPINIONS ▾

CULTURE ▾

M LE MAG ▾

SERVICES ▾

OPINIONS · ÉCONOMIE FRANÇAISE

Partage    

TRIBUNE

Emmanuel Combe
Economiste

Sarah Guillou
Economiste

Carrefour : « Il est urgent de redonner son véritable sens à la notion de souveraineté économique »

L'affaire Carrefour-Couche-Tard risque de réveiller les démons du populisme ainsi que ceux du simplisme et du nationalisme économiques, écrivent les économistes Emmanuel Combe et Sarah Guillou. Mais selon eux, en matière d'économie, la souveraineté ne consiste pas au repli sur soi.



 **B SMART**
@B_SMART_TV

Devons-nous nous préparer à de futurs chocs énergétiques ?
[@ValerieFaudon](#), directrice générale de la société française d'énergie nucléaire [@SFENorg](#), nous répond dans BE SMART l'émission, présentée par [@ssoumier](#).
bsmart.fr/video/3497-be-...
[#bsmart](#) [#besmart](#) [#lachainedesaudacieux](#)



LE NUCLÉAIRE POUR RELOCALISER 0:32 / 2:09

4:50 PM · 3 févr. 2021

 **B SMART**
@B_SMART_TV

La délocalisation n'est pas à l'origine du déclin de l'industrie. [@emmanuelcombe](#), économiste et professeur à SKEMA Business School, déconstruit ce mythe dans BE SMART l'émission, présentée par [@ssoumier](#).
bsmart.fr/video/3831-be-...
[#bsmart](#) [#besmart](#) [#lachainedesaudacieux](#)



SOUVERAINÉTÉ ÉCO, AMBITIONS ET RÉALITÉ 567 vues 0:27 / 1:59

6:37 PM · 16 févr. 2021

RELOCALISER
QUELS PRINCIPES ?
QUELLES MÉTHODES ?
QUELS OUTILS ?

10 février 2021 | 11:00 | Facebook Live

ÉCHANGES ET DÉBATS

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org

NXU
Next Humanity
nxu-thinktank.com

Valérie Debord
Vice-présidente à l'emploi et à la formation - Région Grand Est

Jean-Louis Fraysse
Co-fondateur de BotDesign et NextStep Santé, expert en santé numérique

Sarah Guillou
Économiste, directrice du département innovation et concurrence de l'OFCE

Luc Marta de Andrade
Président fondateur de NXU Think Tank et U-Need Consulting

Nadia Pellefigue
Vice-présidente de la région Occitanie

Dominique Reynié
Professeur des Universités à Sciences Po, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

Avec la crise sanitaire, le thème des relocalisations a trouvé un nouvel écho dans la société. Notre dépendance aux importations pour des biens essentiels ayant été mise en lumière, la question se pose de savoir, entre relocalisation et réindustrialisation, non seulement comment réduire notre dépendance dans l'accès à des biens et services stratégiques mais aussi, et au moins autant, comment revivifier nos territoires grâce à la création d'activités porteuses de la croissance de demain. En effet, en tant que moteurs du développement économique, de l'équilibre géographique et de la solidarité, les territoires ont un rôle essentiel à jouer dans l'installation en France d'activités productives.

Le mercredi 10 février 2021, la Fondation pour l'innovation politique et le think tank toulousain NXU ont à nouveau organisé ensemble un visioséminaire, cette fois sur la thématique « Relocaliser : quels principes ? Quelles méthodes ? Quels outils ? ».

Ce séminaire est la seconde collaboration des deux think tanks, après « Crise sanitaire, États et N.B.I.C. ». Il était diffusé en live sur notre page Facebook. Le replay est disponible sur fondapol.org.

Intervenant(e)s :

- Valérie Debord, vice-présidente à l'emploi et à la formation – Région Grand Est ;
- Jean-Louis Fraysse, co-fondateur de BotDesign et NextStep Santé, expert en santé numérique ;
- Sarah Guillou, économiste, directrice du département innovation et concurrence de l'OFCE et co-auteur de l'étude *Souveraineté économique : entre ambitions et réalités* ;
- Luc Marta de Andrade, président fondateur de NXU Think Tank et U-Need Consulting ;
- Nadia Pellefigue, vice-présidente de la région Occitanie ;
- Dominique Reynié, professeur des universités à Sciences Po, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique.

IV. POUR UNE PUISSANCE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE ET EUROPÉENNE

LES COÛTS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Par Guillaume Bazot – mai 2021



Face à la question écologique, deux propositions s'opposent actuellement : la décroissance et le développement durable. Cette étude examine les conséquences et les problèmes spécifiques qu'impliquent ces deux modèles. Nous verrons, chiffres à l'appui, que la décroissance, pour être effective, nécessite une baisse radicale du pouvoir d'achat des populations occidentales tout en supposant, malgré tout, une amélioration drastique de la technologie et la mise en place d'un accord de coopération internationale de limitation du niveau de vie mondial. Le modèle de développement durable apparaît plus réaliste. Néanmoins, sa mise en place bute sur quatre difficultés : la détermination du « bon » prix du CO₂, l'acceptabilité sociale d'une politique intégrant les coûts intertemporels des émissions de gaz à effet de serre, la mise en place d'une politique de coopération internationale et le financement de la transition écologique.



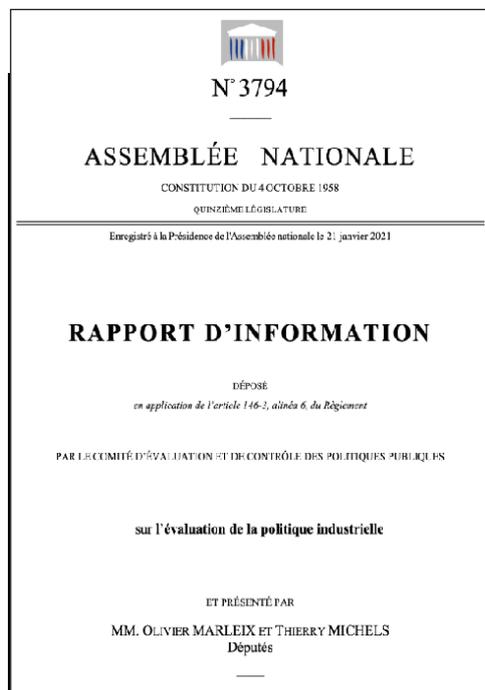
ÉNERGIE NUCLÉAIRE : LA NOUVELLE DONNE INTERNATIONALE

Par Marco Baroni - février 2021

Si l'Europe possède le plus grand parc nucléaire du monde, ainsi qu'une chaîne d'approvisionnement industriel intégrée et un important écosystème d'innovation, le centre de gravité de l'expansion du nucléaire s'est pourtant nettement déplacé des économies avancées vers les économies émergentes en développement. La part prise par ces dernières dans la capacité nucléaire mondiale va doubler au cours des vingt prochaines années. S'appuyant sur un programme solide et cohérent de déploiement sur son territoire, la Russie est actuellement le plus grand exportateur de technologie nucléaire. La Chine est amenée à devenir un acteur majeur dans ce secteur. Les économies avancées, quant à elles, sont confrontées au vieillissement de leur parc et aux interrogations sur l'opportunité de prolonger la durée de vie de certaines centrales et la nécessité d'en construire de nouvelles.



L'ÉTUDE L'EUROPE FACE AUX NATIONALISMES ÉCONOMIQUES AMÉRICAIN ET CHINOIS CITÉE DANS LE RAPPORT D'INFORMATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE (21 JANVIER 2021)



Dans cette étude en trois volets, parue en mars 2020, Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon s'interrogent sur les moyens à mettre en place afin que les entreprises européennes existent face à la concurrence d'entreprises étrangères, notamment chinoises, largement subventionnées par la puissance publique.

CYCLE D'ÉVÉNEMENTS SUR L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, ORGANISÉ AVEC LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La Caisse des Dépôts, la Fondation pour l'innovation politique, la Fondation pour Jean Jaurès, Terra Nova, La Fabrique Écologique et le Comité 21, coorganisent en 2021 un cycle de séminaires sur les « Enjeux de l'adaptation au changement climatique dans les territoires ». Ce cycle traitera des thèmes suivants :

- Chaleur en ville,
- Les assureurs face au risque climatique,
- Circuits courts et écologie industrielle,
- Adaptation du littoral au changement climatique,
- Épisodes météorologiques extrêmes, inondations et aménagement,
- Moyenne montagne et changement climatique ;
- Enjeux de la ressource en eau,
- Forêts et réchauffement,
- Enjeux de financement de l'adaptation au changement climatique.

Séminaire « Chaleur en ville » - 22 mars 2021

La première séquence du cycle s'est tenue le 22 mars sur les « Enjeux de la chaleur en ville : quelles solutions techniques peuvent être apportées, et quelles contraintes ? Quels exemples en Europe de stratégies de villes ? Comment associer les acteurs à la mise en place des solutions ? ».

Séquence 1 : cadrage, quelles perspectives ?

- Intervention de Louis Henry (Institut pour la Recherche, Caisse des Dépôts)
- Film de Météo France : interventions d'Anne Laure Gibelin et Julien Desplat

Séquence 2 : études et exemples de solutions

- Jean-Jacques Terrin (Professeur émérite Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Versailles) : étude URBACT sur les îlots de chaleur
- Lucie Girod (Sciences Po) : lutter contre la chaleur en ville, des solutions *low tech*
- Marie Vabre (journaliste, entrepreneure, Inspirer&Co) : Réinventer le centre-ville de demain : comment rêver Saint-Priest ?

Séquence 3 : la stratégie de Paris sur le thème de la chaleur en ville ?

- Intervention de Julie Roussel (Cheffe de projet adaptation au changement climatique, Mairie de Paris)

Séminaire « Les assureurs face au risque climatique » - 27 mai 2021

La deuxième séquence du cycle, organisée par la Fondation pour l'innovation politique, s'est tenue le 27 mai sur « Les assureurs au défi climatique » : quels sont les nouveaux risques liés au changement climatique ? Quels sont les risques pouvant être assurés ? Ceux qui ne le peuvent pas ? Quels impacts pour les assureurs ?

Séquence 1 - modération par Dominique Reynié

- Jean-Louis Charluteau (directeur de la réassurance du Generali Climate Lab' et du pilotage des projets techniques, Generali) sur les défis de solidarité nationale (mutualisation) et de responsabilité des acteurs (individualisation) pour l'assurance de dommages de demain
- Anne-Lise Bontemps-Chanel (chef du service d'Analyse des Risques Assurance, Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) sur l'impact du risque de changement climatique et ses effets sur la résilience des assureurs

Séquence 2 : modération par Isabelle Laudier

- François Bafoil (directeur de recherche émérite au CNRS/CERI-Sciences Po) sur les impacts du changement climatique et les limites du régime de compensation des catastrophes naturelles
- Bruno Lepoivre (adjoint au Directeur, Marché de l'Agriculture et de la Prévention, Pacifica/Assurances Dommages, Crédit Agricole) sur la calamité des Calamités agricoles



WEBINAIRE :
Les assureurs face au défi climatique
Jeudi 27 mai 2021
9h-11h

La Caisse des Dépôts, la Fondation pour l'innovation politique, la Fondation Jean-Jaurès, Terra Nova, la Fabrique Écologique et le Comité 21 coorganisent un séminaire sur « Les Assureurs face au changement climatique » : quels sont les nouveaux risques liés au changement climatique ? Quels sont les risques pouvant être assurés ? Ceux qui ne le peuvent pas ? Quels impacts pour les assureurs ?

 En direct sur la page Facebook de la Fondation pour l'innovation politique



Séminaire « Circuits courts et écologie industrielle » - 2 juillet 2021

La troisième séquence du cycle, organisée par la Fondation Jean-Jaurès, s'est tenue le 2 juillet sur « Circuits courts et écologie industrielle »

Séquence 1 - La stratégie de la ville sur l'adaptation au changement climatique

- Olivia Fortin, adjointe au maire de Marseille, en charge de la modernisation, du fonctionnement, de la transparence et de la coproduction de l'action publique, et de l'open data

Séquence 2 - Ville productive et adaptation au changement climatique

- Jérémie Peltier, directeur des Études, Fondation Jean-Jaurès
- Nadine Levratto, CNRS, EconomiX, Université Paris Nanterre, co-directrice de la Chaire Ville Industrie et Transition écologique
- Nicolas Mat, Secrétaire Général de l'association Piicto
- Mathilde Chaboche adjointe au maire en charge du logement et de l'urbanisme
- Mathieu Poitevin, architecte

Séquence 3 - Projets locaux : quels freins, quels accompagnements, quelles ressources locales ?

- Diane de Mareschal, Institut pour la Recherche, Caisse des Dépôts
- Bariza Cherif, Responsable thématique TEE, Direction Régionale de la Banque des Territoires
- David Ben Haïm, Directeur de Make Ici Marseille Bou'Sol (en cours)
- Mathieu Rozière, Initiateur de « Le Grand bain »

Synthèse : Achille Warnant, géographe, co-directeur de l'Observatoire de l'expérimentation et de l'innovation locale de la Fondation Jean-Jaurès

Séminaire « Adaptation du littoral au changement climatique » - 9 juillet 2021

La quatrième séquence du cycle, organisée par la Fabrique écologique, s'est tenue le 9 juillet sur « Adaptation du littoral au changement climatique »

Séquence 1 - Sur l'élévation du niveau de la mer en France et ses conséquences sur les risques littoraux (érosion et submersion marine)

- Juliette Mignot, océanographe à l'institut de recherche pour le développement, membre du laboratoire LOCEAN de l'UPMC et du laboratoire de physique de l'environnement de l'université de Bern.

Séquence 2 - Les politiques d'adaptation à l'élévation du niveau de la mer, enjeux et limites

- Jill Madelenat, chargée d'études à La Fabrique Ecologique, auteure de rapport « L'adaptation au changement climatique sur le littoral »

Séquence 3 - Quelles conséquences pour l'île de Noirmoutier et les Pays de la Loire ?

- Paul Fattal, Professeur des Universités, co-directeur de l'Observatoire Régional des Risques Côtiers en Pays de la Loire rattaché à l'Université de Nantes

Séquence 4 - Quelles politiques d'adaptation à l'élévation du niveau de la mer sur Noirmoutier ?

- Clément Rataud, directeur du pôle Environnement de la communauté de communes de l'île de Noirmoutier

Séquence 5 - Quelle sensibilisation des habitants et des élus ? L'exemple du festival Si la Mer Monte sur l'île Tudy

- Erik Patrix, président de l'association Effet Me

Séminaire « Épisodes météorologiques extrêmes, inondations et aménagement » - 3 septembre 2021

La cinquième séquence du cycle, organisée par Terra Nova, s'est tenu le 3 septembre, sur le thème «Episodes météorologiques extrêmes, inondations et aménagement» : Comment mieux prévenir ces épisodes ? Que sont les programmes d'action de prévention des inondations ? Quelles solutions techniques peuvent être apportées, et avec quelles contraintes ? Quels exemples ailleurs en Europe ? Comment associer les acteurs locaux et les habitants à la mise en place des solutions ?

Séquence 1 - Cadrage et perspectives générales

- Thierry Pech, Directeur Général de Terra Nova
- François Helloco, Consultant
- Alix Roumagnac, président de Predict Services
- Stéphanie Bidault, Directrice du Centre Européen de prévention du risque d'Inondation

Séquence 2 - Quelles conséquences pour Nîmes et sa région ?

- Pauline Sévelin Radiguet, Centre de recherche sur le changement climatique Mayane,
- Jean-Luc Nuel, Responsable Prévention des risques d'inondations à Nîmes Métropole
- Julien Plantier, adjoint à l'Urbanisme, Ville de Nîmes
- Un représentant de la Fédération Française du Bâtiment, Occitanie

Focus sur le Parc National des Cévennes

- Guillaume SIMONET, Réseau d'Expertise sur les Changements climatiques en Occitanie

Séminaire « Moyenne montagne et changement climatique » - 18 octobre 2021

La sixième séquence du cycle se tiendra le lundi 18 octobre de 14h00 à 17h30, sur le thème « Moyenne montagne et changement climatique » : Quels sont les effets du changement climatique sur les territoires de montagne, en particulier de moyenne montagne ? Quel impact pour les activités touristiques ? Quelles stratégies peuvent être adoptées ? Quels exemples ailleurs ? Comment associer les acteurs locaux et les habitants à la mise en place des solutions ?

Séquence 1 - Cadrage et perspectives générales

- Hugues François, Ingénieur de recherche, spécialiste du développement touristique de la montagne à Université Grenoble-Alpes / INRAE Grenoble LESSEM

Séquence 2 - Le contexte du massif des Vosges et l'implication des acteurs locaux

- Isabelle Blaise, Directrice de projets Tourisme, SCET
- Denise Buhl, Vice-Présidente déléguée à la montagne, à la ruralité et au patrimoine local, Région Grand Est
- Jérôme Mathieu, 8ème Vice-président du Conseil départemental des Vosges
- Olivier Braud, Commissaire à l'aménagement du Massif des Vosges
- Eric Guilpart, Expert montagne et développement rural, Direction du réseau de la Banque des Territoires, Service Ingénierie territoriale

Séquence 3 - Quelle mise en œuvre par les territoires ?

- Carlo Maria CARMAGNOLA Météo-France - Centre d'Études de la Neige – Dianeige, Recherche et formation sur la neige dans les domaines skiables
- Jean-Yves REMY, Trésorier de DSF et PDG de Labellemontagne
- Laurent GARCIA, Directeur Général de la SPL Peyragudes
- Boris Bourgel, Maître de conférences, IAE Savoie Mont Blanc / IREGE, Université Savoie Mont Blanc
- Nicolas Imbert, Directeur exécutif, Green Cros

V. AGRITECHNOLOGIES ET BIOTECHNOLOGIES : RELANCER LA RECHERCHE FRANÇAISE ET EUROPÉENNE

À travers cette série, la Fondation pour l'innovation politique appelle à une réflexion fondamentale, tant scientifique que politique, sur les conditions d'une recherche française en matière de biotechnologies, à la hauteur des défis du XXI^{ème} siècle.



Dans la première note de ce triptyque, *Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?*, Gil Kressmann revient sur l'histoire du secteur bio en France afin d'en évaluer la soutenabilité, les fondamentaux du bio étant fortement impactés par l'industrialisation de la filière.

Dans la deuxième note, intitulée *Devrions-nous manger bio ?*, Léon Guéguen montre que la supériorité nutritionnelle et sanitaire des aliments bio n'est pas établie. L'auteur rappelle également qu'une place trop importante donnée à l'agriculture biologique menacerait la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire mondiale.

Dans la troisième note, *L'agriculture bio et l'environnement*, Bernard Le Buanec compare l'impact sur l'environnement des agricultures biologique et conventionnelle en examinant l'eau, l'air, la fertilité des sols, la biodiversité sauvage et l'utilisation de l'espace terrestre.



RECONQUÉRIR LA BIODIVERSITÉ, MAIS LAQUELLE ?

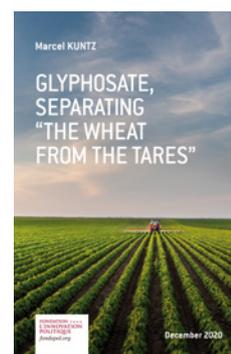
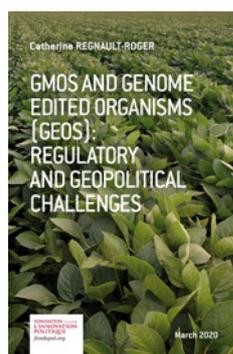
Par Christian Lévêque - février 2021

Pour gérer notre biodiversité, il est nécessaire de savoir quelles natures nous voulons. Il faut se fixer des objectifs réalistes, qui tiennent compte à la fois de la préservation du patrimoine naturel et des considérations économiques et sanitaires, tout en anticipant les changements à venir qui sont inéluctables (réchauffement climatique, naturalisation d'espèces, etc.). Il importe de privilégier une démarche adaptative et pragmatique, en fonction d'objectifs qui devront être réactualisés.

SÉRIE AGRITECHNOLOGIES ET BIOTECHNOLOGIES SIX ÉTUDES DÉJÀ PUBLIÉES DEPUIS JUIN 2019



DISPONIBLES EN ANGLAIS :



10^{ème} COLLOQUE DE L'AFBV SUR LE THEME « LES BIOTECHNOLOGIES VÉGÉTALES ENTRE SCIENCE ET SOCIÉTÉ, BILAN ET PERSPECTIVES »

CONCLUSION DU COLLOQUE PAR DOMINIQUE REYNIÉ

Le 12 octobre 2021



Le 10^{ème} colloque de l'AFBV sur le thème « **Les Biotechnologies Végétales entre science et société, bilan et perspectives** » s'est tenu, en présentiel, le **12 Octobre 2021** au Goethe-Institut.

Programme

9h00 Les biotechnologies végétales en France et en Europe depuis 30 ans : un constat, des raisons

Georges Freyssinet | *Président de l'AFBV*

9h30 La table de demain : l'agriculture biologique, la génétique et l'avenir de l'alimentation / *Tomorrow's Table: Organic Farming, Genetics and the Future of Food*

Pamela Ronald | *University of California, Davis*

10h Discussion

11h00 Evolution de l'agriculture et du marché des semences depuis l'introduction des biotechnologies végétales

François Burgaud | *SEMAE*

11h30 Les systèmes alimentaires face aux enjeux sociétaux et environnementaux : prospective et stratégies d'acteurs

Jean-Louis Rastoin | *Institut Agro-Montpellier SupAgro, Académie d'Agriculture de France*

12h00 Discussion

14h00 Les biotechnologies blanches : bilan et perspectives

Olivier Rolland | *Toulouse White Biotechnology*

14h30 La révolution génomique : de nouvelles approches pour étudier le vivant

Patrick Wincker | *Génoscope, Institut François Jacob du CEA*

15h00 Biologie synthétique et systémique de la fixation du carbone

Stéphane Lemaire | *CNRS*

15h30 Discussion

16h15 Conclusions

Dominique Reynié | *Sciences Po, Fondation pour l'Innovation Politique*

16h45 Fin du Colloque

VI. #QUIEN2022 : NOTRE OUTIL CIVIQUE ET PÉDAGOGIQUE POUR FAVORISER LA PARTICIPATION À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE



Dans la perspective de l'élection présidentielle, la Fondation pour l'innovation politique vous propose son nouveau simulateur électoral : inscrivez d'abord vos hypothèses concernant les résultats du 1er tour, en les imaginant ou en utilisant les sondages ; estimez ensuite les transferts de voix entre les candidats du 1er tour et les deux finalistes du 2nd tour. Vous découvrirez alors à qui revient la victoire.

Ce simulateur est un outil pour tous : quien2022.fondapol.org. Vous pouvez partager vos hypothèses sur les réseaux sociaux ou par e-mail. Ce simulateur ne collecte aucune donnée personnelle. La version anglaise du simulateur est également disponible en ligne.



Fondation pour l'innovation politique @Fondapol

🇫🇷 Voici une hypothèse de résultats du 1er tour de la #presidentielles2022, en se basant sur le dernier sondage @fopOpinion/@SudRadio, et à partir duquel on peut déduire le résultat du 2nd tour grâce au simulateur de vote de la @Fondapol #QuiEn2022: quien2022.fondapol.org



Fondation pour l'innovation politique @Fondapol

🇫🇷 Voici une hypothèse de résultats du 1er tour de la #presidentielles2022, en se basant sur le dernier sondage @HarrisInt_fr/@Challenges, et à partir duquel on peut déduire le résultat du 2nd tour grâce au simulateur de vote de la @Fondapol #QuiEn2022: quien2022.fondapol.org



VII. FONDAPOL.ORG : UN NOUVEAU SITE INTERNET EN 2021

UN NOUVEAU SITE INTERNET



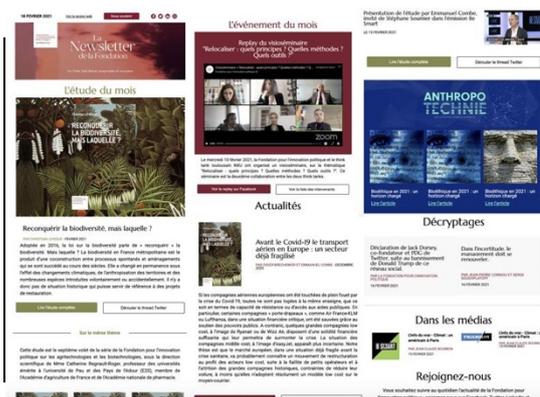
La Fondation pour l'innovation politique vous présente son nouveau site, disponible en français et en anglais :

- Le design du site a été entièrement repensé ;
- La lecture de nos publications se fait directement sur le site, grâce à un tout nouveau mode de lecture plus intuitif. Il vous est toujours possible de télécharger la publication en PDF. L'ensemble de nos études restent accessibles gratuitement ;
- Le partage de nos contenus se trouve simplifié : en un clic, vous pouvez désormais partager une étude, un chapitre ou un graphique, par mail ou sur les réseaux sociaux ;
- Notre outil « recherche » devient plus performant et nos filtres de recherche par tags thématiques, auteur ou date vous permettent d'explorer l'ensemble de nos contenus plus facilement.

Depuis sa mise en ligne, début 2021, le site fondapol.org est en moyenne consulté par un peu plus de 50 000 personnes chaque mois (contre environ 20 000 visites pour l'ancienne version du site).

UNE NOUVELLE NEWSLETTER

La *Newsletter de la Fondation*, bimensuelle, tient le public informé des travaux les plus récents ou en cours de la Fondation pour l'innovation politique. Simple et graphique, elle regroupe sur une seule page des liens vers nos dernières publications, les événements à venir, les retombées médias ou encore nos contenus vidéo.

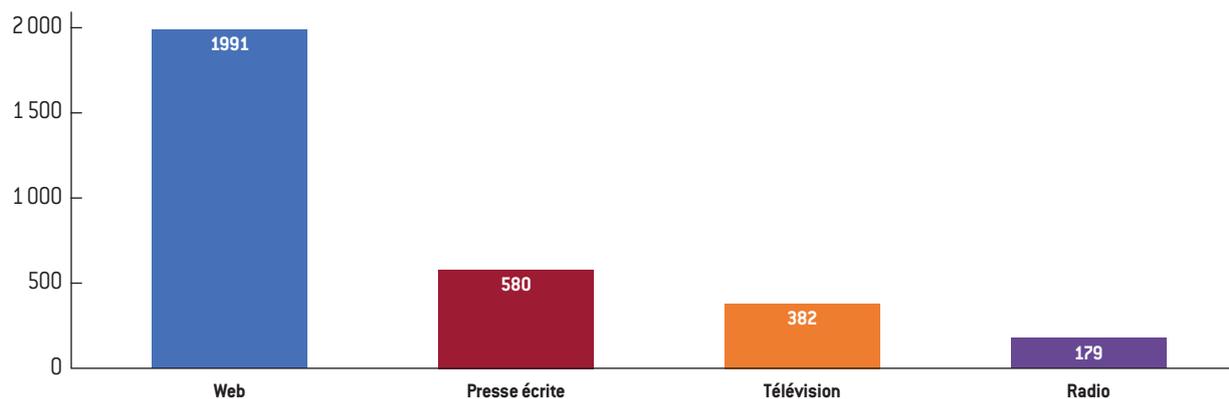


VIII. LA FONDATION DANS LES MÉDIAS

DANS LES MÉDIAS TRADITIONNELS

Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2021, les travaux de la Fondation pour l'innovation politique ont été repris par **3 132 médias** (1 991 sur le web, 580 dans la presse écrite, 382 à la télévision et 179 à la radio).

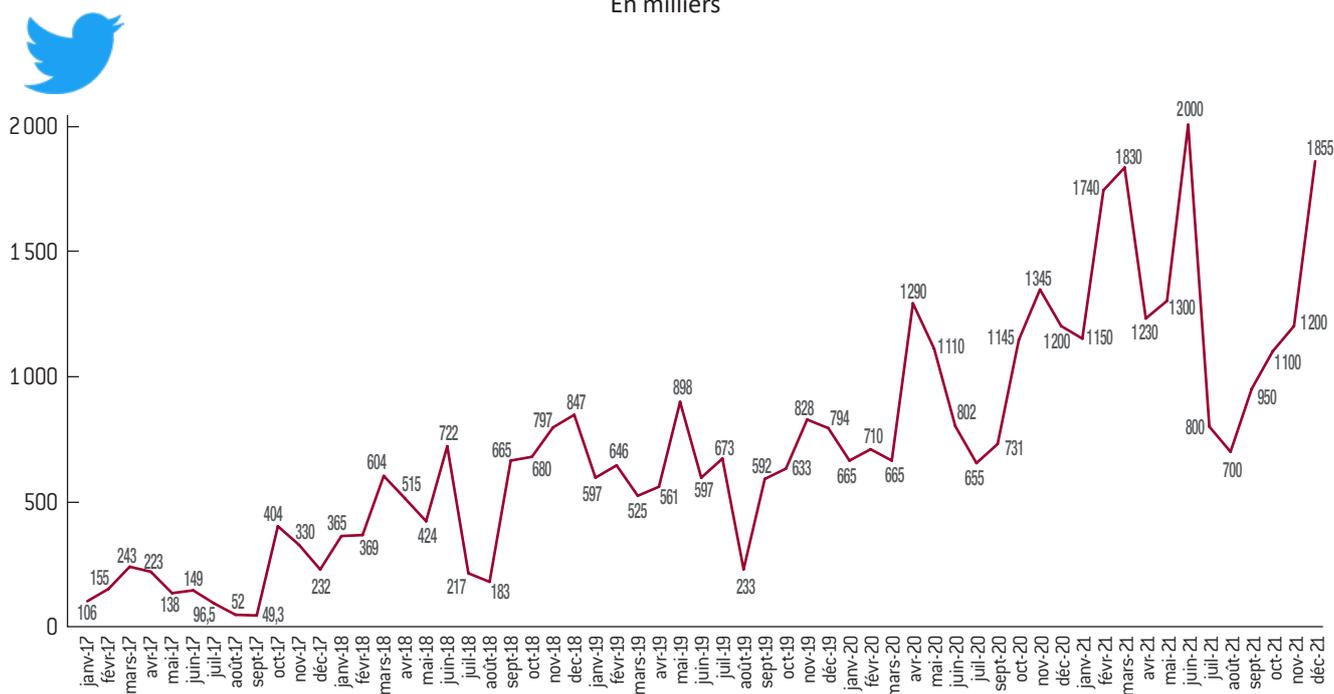
La Fondation pour l'innovation politique dans les médias traditionnels
(Nombre d'occurrences entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2021)



SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

La Fondation est présente sur les applications Twitter, Facebook, Instagram, LinkedIn, YouTube et Dailymotion. Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2021, la Fondation a obtenu près de **16 millions d'impressions de tweets** (nombre total de personnes ayant vu nos tweets).

Impressions de tweets Sur Twitter (mai 2017 – décembre 2021)
En milliers



IX. NOS PARTENARIATS

Dans le cadre de son activité, de son expertise, de ses recommandations et de débats publics, la Fondation pour l'innovation politique est amenée à collaborer avec différentes organisations de la scène nationale et internationale.

EN FRANCE



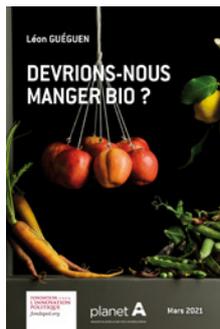
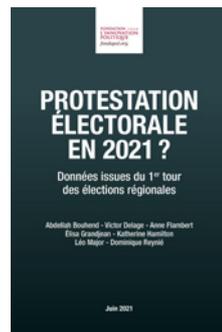
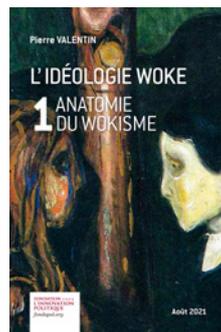
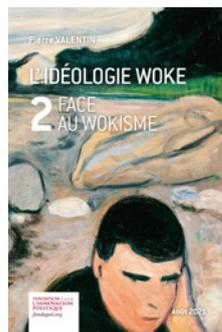
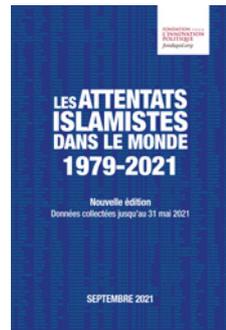
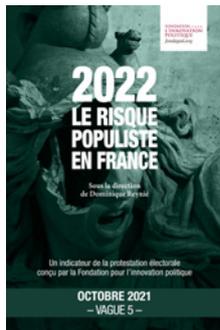
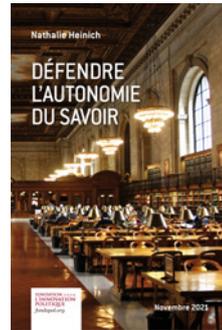
GRUPE

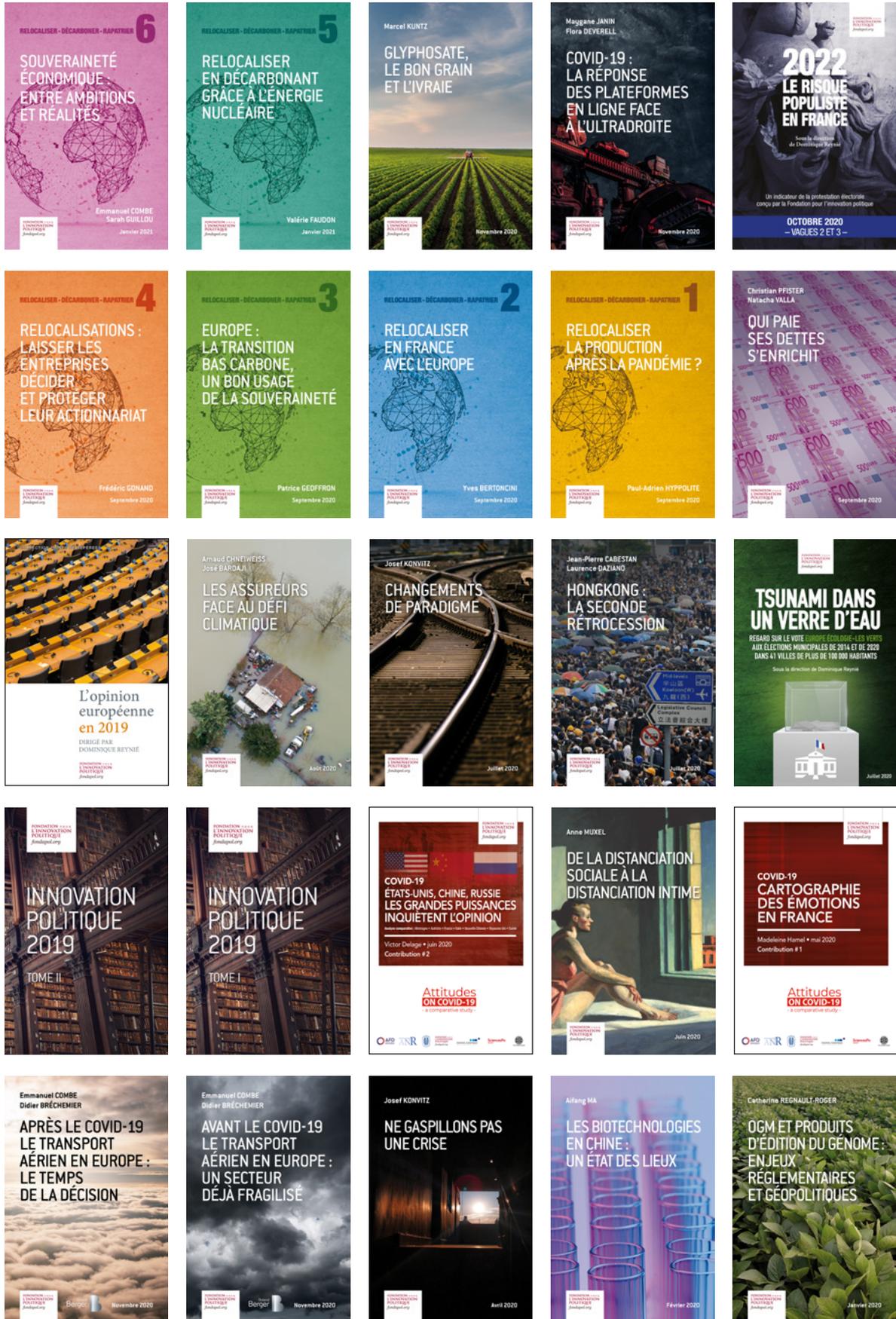


À L'INTERNATIONAL



X. RAPPEL DE NOS PUBLICATIONS 2009-2021















Notre activité en 2021









SÉRIE : CLASSES MOYENNES



SÉRIE : LE PROGRÈS C'EST NOUS !



SÉRIE : VALEURS PARTAGÉES



SÉRIE : HÉRITAGES DU CHRISTIANISME



SÉRIE : VALEURS D'ISLAM



SÉRIE : VALEURS D'ISLAM EN ARABE



SÉRIE : RELOCALISER-DÉCARBONER-RAPATRIER



SÉRIE : IMPÉRATIF CLIMATIQUE : LE RETOUR DE LA FÉE ÉLECTRICITÉ



SÉRIE : POLITIQUE DE L'EAU



SÉRIE : OÙ EN SONT LES DROITES EN EUROPE ?



NOS ENQUÊTES INTERNATIONALES

DÉMOCRATIES SOUS TENSION

mai 2019

Réalisée par la Fondation pour l'innovation politique et l'International Republican Institute, cette étude comprend deux volumes : le premier volume est consacré aux thèmes et aux enjeux ; le second volume aux 42 pays de l'enquête avec, pour chacun d'eux, une fiche synthétique sur l'état de l'opinion nationale.



OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?

octobre 2017

Où va la démocratie ? est une enquête inédite de la Fondation pour l'innovation politique dans 26 pays qui aborde de nombreuses questions, parmi lesquelles l'attachement au vote, la confiance dans les institutions, la montée de l'autoritarisme, la confiance dans les gouvernants mais aussi dans les médias, les jugements suscités par la police et l'armée, l'état de l'opinion sur la peine de mort, l'immigration, l'avortement, les réfugiés ou l'islam, etc. Avec les données recueillies et présentées dans ce volume, nous souhaitons alimenter les réflexions sur l'avenir du régime démocratique à l'âge de la transition démographique et de la globalisation.



MÉMOIRES À VENIR (HISTOIRE ET MÉMOIRE CHEZ LES 16-29 ANS)

janvier 2015

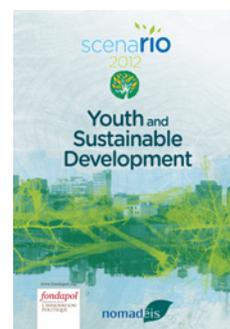
La Fondation pour l'innovation politique et la Fondation pour la Mémoire de la Shoah ont réalisé une enquête internationale inédite auprès des nouvelles générations qui donne à voir la mémoire et les perceptions de la jeunesse sur les événements majeurs du XX^e siècle et du XXI^e siècle. L'institut Ipsos a interrogé 31 172 jeunes de 16 à 29 ans, en 24 langues différentes, dans 31 pays. Cette étude et les résultats de l'enquête ont été présentés le 21 janvier 2015 au cours d'un colloque, *Mémoires à venir*.



SCENARIO2012 (LES 16-29 ANS ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE)

juin 2012

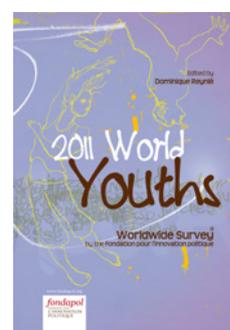
Réalisée en partenariat avec l'ONU, *ScenaRio2012* est la première enquête mondiale sur les jeunes et le développement durable. 30 000 personnes ont été interrogées dans 30 pays différents dans 21 langues. Elle est née de la volonté commune de la Fondation pour l'innovation politique et de Nomadéis d'apporter une contribution innovante à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui s'est déroulée à Rio de Janeiro du 20 au 22 juin 2012. Cette enquête dresse un portrait de la jeunesse mondiale sous l'angle de son rapport au développement durable : ses choix, ses aspirations, ses craintes, sa perception de la mondialisation et ses valeurs.



2011, LA JEUNESSE DU MONDE (LES VALEURS DES 16-29 ANS)

septembre 2011

Conçue par la Fondation pour l'innovation politique et réalisée par le groupe TNS Opinion (devenu Kantar Public), 2011, *La jeunesse du monde* est une enquête d'une ampleur exceptionnelle. Elle nous renseigne sur les manières de vivre, les opinions et les aspirations des jeunes de 16 à 29 ans à travers le monde. Plus de 32 700 personnes ont été interrogées dans 25 pays différents, couvrant les cinq continents.



NOS LIVRES ANNUELS



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org